

Un partenariat mondial pour le développement



P N
U D



Table des matières

- 1 Avant-propos : un partenaire de confiance**
- 2 Le réseau mondial des Nations Unies pour le développement**
- 4 Renforcement des capacités et ouverture de possibilités**
 - 5 Élaborer des démocraties plus fortes
 - 8 Instaurer une croissance équitable
 - 11 Prévenir les conflits et appuyer le relèvement
 - 14 Protéger notre planète pour le bénéfice des pauvres
 - 17 Enrayer l'expansion du VIH/sida
 - 20 Habilitier les femmes pour transformer la société
 - 22 Forger des partenariats pour le développement
- 25 Renforcement des stratégies nationales en vue de la réalisation des OMD**
- 30 Soutien du programme de réforme des Nations Unies**
- 34 Ressources du PNUD : en hausse, mais fragiles et complexes**

Le PNUD en bref

Le PNUD est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Nous sommes présents sur le terrain dans 166 pays, les aidant à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement.

40 ans d'expérience en matière de développement

Des programmes dans 166 pays

135 bureaux de par le monde

Un partenaire de confiance

Depuis sa création en 1966, le PNUD se situe au cœur du système opérationnel des Nations Unies pour le développement. Il agit aux niveaux des communautés de base en vue de renforcer les capacités nationales en matière de développement durable et fait figure de chef de file de la pensée du développement, comme le démontrent sa série prestigieuse de Rapports sur le développement humain et ses contributions aux analyses de questions critiques

En octobre 2005, lors de sa première visite en Afrique en tant qu'Administrateur du PNUD, M. Derviş s'est rendu au Niger, pays qui fait face à une grave crise alimentaire. Au-delà des besoins humanitaires urgents, il a souligné la nécessité, pour surmonter les crises récurrentes, de prendre en considération les défis du développement dans le long terme.



telles que les biens publics mondiaux et la gouvernance démocratique. C'est cette démarche multiforme, plurielle et cohérente, qui consiste à relier les pays aux connaissances et aux idées et à œuvrer de concert avec eux afin de renforcer les capacités dont ils ont besoin pour relever les défis du développement, qui caractérise les interventions du PNUD.

À la suite de l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le PNUD a procédé au cours de ces dernières années à une amplification majeure de ses activités. Il œuvre au niveau conceptuel avec une large gamme de partenaires et plaide en faveur des changements politiques et institutionnels nécessaires pour lutter plus efficacement contre la pauvreté et pour réaliser les OMD. Depuis l'appui aux processus électoraux au Libéria et en Haïti jusqu'aux contributions aux efforts de relèvement après des décennies de conflits en République démocratique du Congo et à l'aide à la fourniture de services à la population par les instances nationales dans des pays économiquement plus solides mais connaissant d'immenses problèmes sociaux tels que le Brésil et l'Indonésie, le PNUD collabore de manière très concrète avec les pays en vue de les doter des capacités institutionnelles requises pour favoriser, appuyer et accélérer un développement humain et une croissance durable.

Ces dernières années ont vu une augmentation notable du volume des ressources allouées au PNUD pour financer ses interventions. La

majorité de cette augmentation, témoignage important de la confiance des partenaires du PNUD dans le rôle et les prestations de celui-ci, est provenue des contributions aux ressources autres que les ressources de base au niveau des pays. Toutefois, le ratio de nos ressources ordinaires par rapport aux ressources réservées est trop bas pour autoriser une gestion stratégique homogène et souple à la fois, comme l'exigent les défis et les possibilités qui se présentent à nous. La théorie des finances publiques ainsi que les enseignements tirés de par le monde sont clairs quant à la nécessité de protéger les dépenses publiques et le processus budgétaire d'un excès relatif de ressources réservées; les organismes et les experts du développement international mettent d'ailleurs en garde les pays en développement contre les dangers que présente une telle situation. J'espère donc que le PNUD pourra compter sur le soutien des donateurs pour renforcer l'intégrité des ressources dont il dispose.

Malgré ces contraintes, le PNUD continue d'apporter d'importantes contributions à la réalisation des OMD et il coopère de plus en plus étroitement à cette fin avec ses organisations sœurs du système des Nations Unies. Cette coopération ne doit pas mener à une diminution de la compétition au plan des idées ou des méthodes, mais doit se traduire par une mise en synergie des activités qui permet à chaque organisation de tirer parti de ses forces comparatives, de mettre leurs ressources en commun selon qu'il convient et d'œuvrer dans le cadre de partenariats où les pays contrôlent eux-mêmes l'orientation de leur développement.

L'année 2005 a été une année importante pour l'agenda du développement. Elle a été marquée notamment par la réaffirmation de la part de la communauté internationale de son attachement aux OMD. En 2007, nous serons parvenus à mi-parcours par rapport à la date butoir de 2015. Le PNUD reste déterminé à jouer son rôle pour traduire le nouveau partenariat pour le développement ambitieux qui a été lancé en 2000 en de meilleures politiques, en des institutions renforcées et en des ressources accrues et déployées de manière plus efficace, aux fins d'améliorer concrètement les conditions de vie de ceux qui ont besoin du solide appui qui est le nôtre et qui y ont droit.

Kemal Derviş
Administrateur du PNUD

Le réseau mondial des Nations Unies pour le développement

Placé au cœur même du système des Nations Unies et présent sur le terrain dans 166 pays de par le monde, le PNUD joue un rôle unique dans le domaine du développement mondial. Au niveau des pays, nous sommes souvent le « partenaire de choix » des instances gouvernementales qui s'efforcent de relever les défis nationaux et mondiaux du développement. Cela est dû au fait que le PNUD n'est pas inféodé à une approche spécifique du développement; il est au contraire déterminé à aider les pays partenaires à définir leurs propres approches, compte tenu des particularités de la situation nationale. Cela est dû aussi à ce que le PNUD, présent de longue date dans la quasi totalité des pays en développement et possédant de vastes réseaux aux niveaux national, régional et mondial, est de par sa nature un intermédiaire, un convocateur et un facilitateur impartial. Il joue souvent, en particulier, un rôle essentiel pour permettre aux pays d'accéder à l'aide au développement ainsi qu'à d'autres types d'appui, et d'établir des relations stratégiques,

« Le PNUD est la force dynamique qui anime les réformes visant à permettre aux Nations Unies de fonctionner en tant qu'équipe homogène au niveau des pays en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. »

Agnes Van Ardenne-van der Hoeven, Ministre néerlandaise pour la Coopération au développement

notamment avec le secteur privé mondial.

Le PNUD s'est également vu confier des responsabilités particulières au sein de la famille des Nations Unies où, en tant que membre du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), il assume les fonctions de la coordination des activités des organismes onusiens intervenant dans le domaine du déve-

loppement. En conséquence, au niveau des pays, le représentant résident du PNUD est aussi coordonnateur résident des Nations Unies, étant chargé à ce titre de favoriser la cohérence des activités de développement des diverses entités de l'Organisation présentes dans le pays. Tâche ardue que celle-là, notamment dans les pays où sont mis en œuvre des programmes des Nations Unies complexes ou de grande envergure et étant donné l'autonomie essentielle des fonds, des programmes et des institutions spécialisées de l'Organisation. En 2005, l'importance de ces fonctions est apparue clairement au lendemain du séisme dévastateur qui a frappé l'Asie du Sud au début octobre, lors de la planification de la phase de relèvement dans les pays touchés par les tsunamis de décembre 2004 et dans les activités liées à la propagation de la grippe aviaire. Le PNUD mène actuellement les efforts visant à établir des bureaux communs des Nations Unies, à renforcer le rôle du coordonnateur résident, à accroître la cohérence générale des équipes de pays des Nations Unies et à promouvoir les réseaux de connaissances dans l'ensemble de l'Organisation. Toutes ces questions sont traitées par le Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies, dont l'Administrateur du PNUD est membre d'office.

Conjointement à ses activités d'intermédiation et de coordination, au nom des gouvernements partenaires dans le contexte du système des Nations Unies, le PNUD déploie des efforts de plaidoyer en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), du concept du développement humain, de la nécessité d'habiliter et d'autonomiser les femmes, du rôle critique du secteur privé et de la société civile, et d'autres grandes questions relatives au développement. Il préconise l'instauration d'une croissance équitable et durable aux niveaux mondial, régional et national, notamment par la production de sa célèbre série de rapports axés sur le développement humain à ces trois niveaux.

Le PNUD est également le plus grand organisme opérationnel du système des Nations Unies qui s'emploie à renforcer les capacités de

ses partenaires nationaux. Le développement exige à la fois du « matériel », à savoir les ports, routes, systèmes d'irrigation et unités de production indispensables à la croissance économique et au développement, et du « logiciel », à savoir des fonctionnaires compétents, des processus électoraux et des instances parlementaires efficaces, des politiques environnementales et énergétiques appropriées, et autres éléments des capacités nationales qui sont financés et appuyés par le

C'est le groupement sous le même toit de ces rôles d'intermédiaire, de coordonnateur et d'avocat ainsi que ses efforts de renforcement des institutions et des capacités sur le terrain qui font du PNUD un partenaire des pays en développement d'une telle efficacité. Dans le domaine du commerce, par exemple, nous intervenons au sein des forums mondiaux en vue de l'instauration d'un système d'échanges multilatéraux favorable au développement; au niveau des pays,

nous aidons nos partenaires nationaux à éliminer les goulets d'étranglement institutionnels et à renforcer leurs capacités à négocier des accords commerciaux. S'agissant des OMD, nous sommes l'un des grands avocats qui plaident en faveur de leur réalisation et nous apportons notre soutien au Projet Objectifs du Millénaire et à la Campagne Objectifs du Millénaire, ainsi qu'aux nombreux rapports sur les OMD produits aux niveaux

Avant les élections de février 2006 en Haïti, des VNU comme Alejandro Philion du Mexique ont distribué des fiches d'information sur les formalités d'inscription électorale pour s'assurer que les membres des communautés rurales puissent participer au scrutin.



PNUD ainsi que par d'autres. Les pays doivent, le PNUD le sait bien, guider eux-mêmes leur développement, et c'est pourquoi le renforcement des capacités nationales est inscrit au cœur de sa mission et constitue un fil unificateur qui se retrouve dans toutes ses activités.

L'attachement du PNUD au renforcement des capacités nationales s'exprime dans ses domaines de pratique interreliés : gouvernance démocratique, réduction de la pauvreté, prévention des crises et relèvement, énergie et environnement, et lutte contre le VIH/sida. Le plus grand de ces domaines est celui de la gouvernance démocratique, qui représente 47 % de ses activités opérationnelles en 2005, suivi par la réduction de la pauvreté (25 %) et la prévention des crises (12 %). Ces pratiques ne sont pas des fins en elles-mêmes, mais des vecteurs des activités de renforcement des capacités du PNUD. Elles sont, à l'évidence, interreliées, ce qui signifie que les appuis du PNUD aident les pays à réduire les contraintes qui pèsent sur leurs capacités dans tous les secteurs, avec pour résultats possibles un emploi plus efficace de l'aide publique au développement et, globalement, une accélération des progrès sur la voie de la réalisation des OMD.

mondial, régional et national. Dans le même temps, nous œuvrons activement pour aider les pays à inscrire les OMD dans leurs stratégies nationales de développement et à se doter des capacités nécessaires pour que leurs politiques et leurs budgets soient à la hauteur de l'entreprise. On trouvera de plus amples détails dans les pages qui suivent sur les modalités selon lesquelles, au cœur du système des Nations Unies, partenaire de confiance des pays en développement, nous aidons à relever les défis multidimensionnels du développement de par le monde.

Renforcement des capacités et ouverture de possibilités

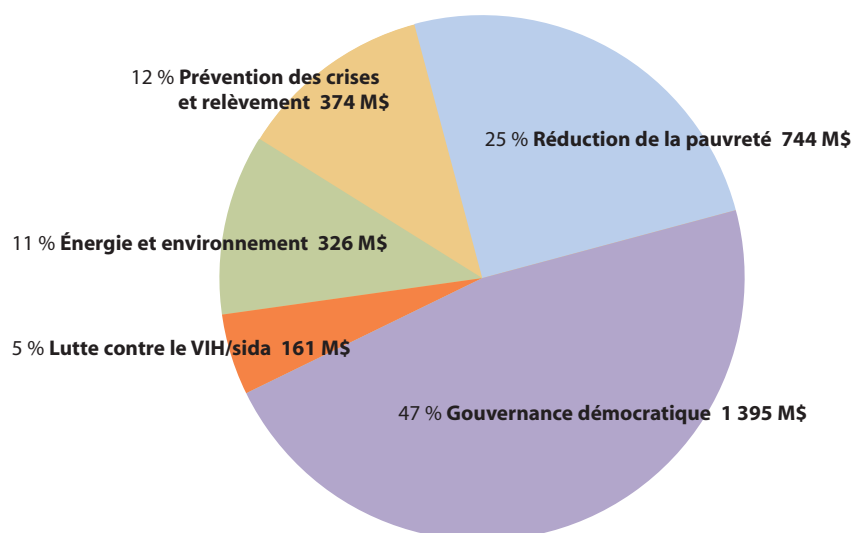
Le PNUD s'emploie à renforcer les capacités des partenaires nationaux à gérer leur propre développement de manière efficace. Cela consiste à habiliter les gens, à les doter des outils qui leur permettront de tracer le chemin qu'ils entendent suivre et à favoriser l'établissement de cadres institutionnels généraux propices à la transformation de la société. Cela consiste aussi à cibler les aptitudes des pays en développement à traiter des problèmes régionaux et mondiaux, pour leur permettre, par exemple, de parer à des menaces telles que la grippe aviaire et de bénéficier d'un système mondial d'échanges commerciaux axé davantage sur le développement.

Le PNUD contribue au renforcement des capacités nationales par l'entremise de ses pratiques interreliées : gouvernance démocratique, réduction de la pauvreté, prévention des crises et relèvement, énergie et environnement, et lutte contre le VIH/sida. Beaucoup de nos interventions sont des activités pilotes, conçues pour accroître les capacités selon des modalités reproductibles ailleurs et à plus grande échelle. Tous nos travaux de renforcement de capacités peuvent puiser à notre réseau mondial de développement, un enseignement tiré au Brésil, par exemple, pouvant être applicable pour résoudre un problème de développement au Mozambique ou au Bangladesh.

Investissement dans les capacités

Dépenses des domaines de pratique du PNUD en 2005

Montants en millions de dollars



Source : PNUD, Bureau de la gestion

Élaborer des démocraties plus fortes

Moment historique :
En novembre 2005, Ellen Johnson-Sirleaf a remporté l'élection présidentielle du Libéria, ce qui a fait d'elle la première Africaine chef d'État. Elle a prêté serment le 16 janvier 2006.

Le monde assiste, depuis la fin de la guerre froide, à une expansion sans précédent des libertés démocratiques. Comme l'a indiqué le Rapport mondial sur le développement humain 2002, depuis les années 1990, quelque 81 pays ont réalisé des progrès notables sur la voie de la démocratie. Aujourd'hui, 140 pays de par le monde tiennent des élections multipartites. Malgré ces progrès toutefois, la démocratie ne prend souvent racine que très lentement : sur ces

ciée à la résolution pacifique des différends, et la promotion de la paix est, on le sait, au cœur même de la mission des Nations Unies.

Depuis six ans, en collaboration avec le Département des affaires politiques des Nations Unies, le PNUD aide les pays à renforcer leurs capacités à élaborer des démocraties plus solides. Nous œuvrons avec nos partenaires nationaux pour mettre en œuvre de meilleurs systèmes électoraux et législatifs, élargir l'accès à la justice et à l'administration publique, et accroître les capacités de prestation de services de base à ceux qui en ont le plus besoin. En 2005, nous avons contribué au renforcement de la gouvernance démocratique dans plus de 130 pays et avons alloué 1,4 milliard de dollars EU de ressources à ces efforts. Le PNUD fournit des appuis à un parlement sur trois dans le monde en développement et apporte son concours à une élection tous les quinze jours.

Au Libéria, le PNUD était présent sur le terrain pour aider le pays à préparer le scrutin qui a porté au pouvoir la première présidente de l'Afrique, Ellen Johnson-Sirleaf, en novembre 2005. Dans un pays qui n'avait émergé que récemment de 14 ans d'une violente guerre civile, l'organisation des élections présentait des défis majeurs. Le PNUD a fait équipe avec la Mission des Nations Unies au Libéria, l'Agence des États-Unis pour le développement international et la Fondation internationale pour les systèmes électoraux pour former à la préparation des électeurs quelque 915 moniteurs communautaires appartenant à 22 organisations de la société civile. Ceux-ci ont appris à mener des ateliers et d'autres activités de diffusion, notamment à l'intention des femmes et des groupes spéciaux tels que les handicapés, les personnes déplacées intérieurement, les ex-combattants et les réfugiés de retour au pays. La Commission européenne avait alloué 3,6 millions de dollars, dont 500 000 dollars pour l'informatisation des listes électorales, contribution qui a été gérée par le PNUD pour renforcer la capacité de la Commission électorale nationale à appliquer les règlements et à mettre en place les systèmes et les procédures qu'exige la conduite d'élections transparentes et démocratiques.

Les élections ne constituent qu'une étape du processus d'implantation de la culture démocratique. Les assemblées législatives jouent un rôle important à cet égard et le PNUD contribue actuellement à les renforcer dans de nombreux pays et à assurer une participation démocratique équitable et inclusive. Dans le cadre de son Programme mondial de renforcement parlementaire, le PNUD aide les parlements arabes à



140 pays à élections multipartites, plus de 100 imposent encore des limites à diverses libertés civiles et politiques importantes.

Dans nombre de régions du monde, on constate aussi une érosion de la confiance dans l'aptitude de la démocratie à changer la vie. Les « dividendes de la démocratie » paraissent souvent peu tangibles pour ceux qui, ayant acquis le droit de vote, éprouvent toujours de grandes difficultés à gagner leur vie et à nourrir leur famille. Comme l'indique le rapport du PNUD de 2004 sur la démocratie en Amérique latine, plus de la moitié (54,7 %) de tous les Latino-Américains déclarent qu'ils opteraient pour un régime autoritaire de préférence à un régime démocratique si l'autoritarisme pouvait résoudre leurs problèmes économiques. Souvent, la désillusion procède également d'un cynisme accru inspiré par le manque de transparence du processus et des institutions politiques.

L'inversion de cette tendance revêt une importance cruciale, l'instauration de démocraties fortes étant, en effet, essentielle pour assurer l'obtention de progrès en matière de développement humain où l'habilitation et l'autonomisation humaines occupent une place centrale. La gouvernance démocratique est également asso-

Le programme des VNU : vital dans la lutte contre la pauvreté

Les efforts collectifs déployés en faveur du développement humain et de la réalisation des OMD bénéficient dans une mesure considérable des activités des Volontaires des Nations Unies (VNU), fonds administré par le PNUD. Que ce soit par leur aide à la reconstruction des communautés dévastées par la guerre ou les catastrophes naturelles ou par leurs interventions dans la lutte contre le VIH/sida ou par la création de nouvelles possibilités d'emploi, les volontaires VNU apportent des contributions particulières au renforcement des capacités nationales.

En 2005, les VNU ont joué un rôle vital dans l'organisation d'élections nationales. En préparation des élections de février 2006 en Haïti, par exemple, des volontaires VNU ont été affectés dans les 10 départements du pays pour aider à inscrire quelque 3,5 millions d'électeurs. Dans un environnement difficile marqué par les émeutes et la violence, ils ont coopéré étroitement avec la Commission électorale provisoire, établi des centres de dépouillement des bulletins et rassemblé le matériel nécessaire au scrutin.

En élargissant leur gamme d'activités, les VNU aident également à faire en sorte que ceux qui sont perçus trop souvent comme des récipiendaires

acquérir les capacités, les ressources et l'indépendance nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs fonctions. En Algérie, par exemple, il a apporté son concours à la formation de représentants des deux chambres et du personnel parle-

mentaire, pour leur apprendre à rédiger et à présenter des projets de loi, à effectuer des recherches et à veiller à la constitutionnalité des nouveaux textes législatifs. Ces aptitudes essentielles permettront aux législateurs et au personnel de soutien d'améliorer l'efficacité du parlement et accroîtront leur capacité à répondre aux besoins et aux intérêts des électeurs.

Pour se doter d'un régime démocratique fort et stable, les pays doivent veiller à ce que les jeunes puissent participer au processus démocratique. Au Nicaragua, le PNUD a aidé à établir un Forum politique de la jeunesse, qui a pour objet d'encourager les jeunes membres des partis politiques à exprimer leurs idées et leur vision et à les faire connaître aux dirigeants politiques ainsi qu'à leurs concitoyens. En collaboration avec plusieurs partenaires régionaux et internationaux, notamment l'Agence suédoise de développement international, le Département du développement international du Royaume-Uni et le Département de la coopération internationale du Ministère néerlandais des Affaires étrangères, le PNUD a contribué à la formation de jeunes parlementaires et au renforcement de leurs aptitudes en matière de débats publics.

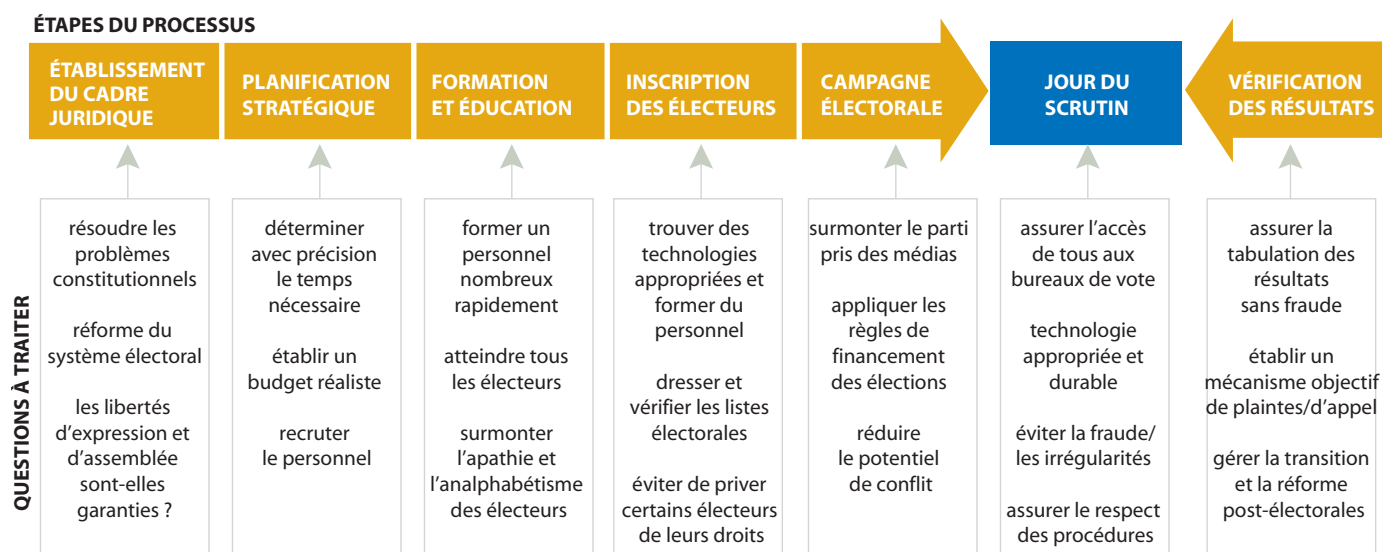
Pour de nombreux ressortissants de démocraties émergentes, la participation aux élections est une expérience nouvelle. Avant les élections

Au Kirghizistan, avant les élections de juillet 2005, la publication d'un journal avec l'appui du PNUD a permis d'informer les populations des régions les plus reculées du pays.



Le processus électoral dans son intégralité

Appui du PNUD au plan des connaissances, de l'infrastructure et de la logistique requises pour les élections



Source : PNUD, Bureau des politiques de développement

présidentielles de juillet 2005 au Kirghizistan, le PNUD a coopéré avec la Commission électorale nationale pour lancer une vaste campagne d'éducation des électeurs. Un prospectus électoral de huit pages contenant des informations sur les six candidats et leurs programmes a été produit et imprimé à plus d'un million d'exemplaires, le plus gros travail d'impression de l'histoire du Kirghizistan; ils ont été distribués dans les 46 districts du pays. Des émissions radio encourageant les électeurs à exercer leur droit de vote ont été diffusées par plus de 30 stations nationales

et locales, venant ainsi amplifier la portée sans précédent de la campagne. Le PNUD a également contribué à renforcer l'indépendance de la Commission électorale par l'apport d'appuis d'infrastructure, comprenant notamment la

mise en place d'un nouveau centre médias et d'un réseau informatique national, qui a été utilisé pour dresser les listes électorales et pour diffuser les résultats. L'expérience kirghize, qui a mis en évidence le rôle vital de l'accès à l'information pour l'instauration d'une culture démocratique forte et dynamique, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres d'un modèle efficace applicable dans d'autres démocraties émergentes.

Le PNUD est l'un des principaux fournisseurs de conseils techniques sur la modernisation des institutions de l'État. Nous aidons les pays à professionnaliser leur fonction publique

par l'adoption de modèles de gestion axée sur les résultats, ce qui, à son tour, contribue à l'égalité des chances pour les femmes et les groupes minoritaires. Nous aidons également les pays à se doter de capacités d'élaboration de mesures législatives anti-corruption et de codes de conduite et nous formons les fonctionnaires de l'État, en particulier dans le domaine des prestations de services aux groupes vulnérables. Dans toute l'Afrique, la communauté internationale continue d'appuyer les initiatives de lutte contre la corruption et de renforcement des capacités des instances gouvernementales à servir la population. L'une de ces initiatives, relevant du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), est celle du Mécanisme africain d'examen par les pairs, par lequel les pays africains pourront s'évaluer mutuellement selon un processus qui leur permettra collectivement de relever les normes et d'améliorer les pratiques en matière de gouvernance. À ce jour, 27 pays ont adhéré à ce mécanisme et ce nombre est appelé à augmenter. Partenaire clé de cette initiative, le PNUD a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration des instruments qui serviront aux examens en Algérie, au Nigéria, au Ghana, au Rwanda, au Kenya et à Maurice. Le PNUD administre également le Fonds d'affectation spéciale du Mécanisme africain d'examen par les pairs, auquel il a effectué un apport de 2,7 millions de dollars. Il appuie de surcroît le NEPAD par un projet de 3,5 millions de dollars visant à accroître les aptitudes des pays à renforcer la gouvernance démocratique et l'élaboration de budgets en vue de la réalisation des OMD, ainsi qu'à améliorer les communications.

« La démocratie n'appartient à aucun pays ou région, mais est un droit universel ».

Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous

Instaurer une croissance équitable

Notre monde est marqué par les extrêmes. Les 40 % les plus pauvres de la population mondiale, à savoir les 2,5 milliards de gens qui ont moins de 2 dollars par jour pour vivre, disposent de 5 % du revenu mondial alors que les 10 % les plus riches disposent de 54 % du revenu mondial. Jamais auparavant l'éradication de la pauvreté n'a-t-elle été un objectif aussi réalisable : il n'est plus d'obstacle insurmontable, qu'il soit technique, logistique ou lié aux ressources. Et cepen-

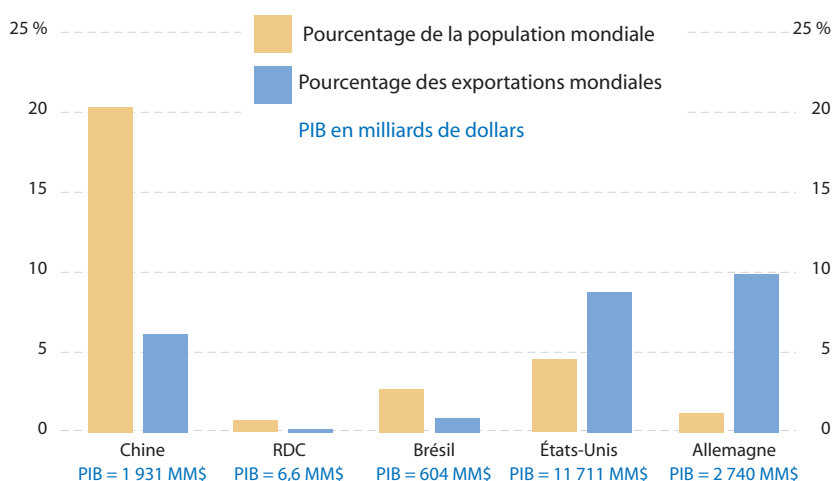
tiels par rapport aux produits fortement subventionnés du monde développé ou parce qu'ils ne disposent pas de l'infrastructure et des savoirs de base qu'exige la participation à l'économie mondiale. L'ouverture des marchés des pays riches aux pays pauvres pourrait aider des millions de gens à s'extirper de la pauvreté. Mais le seul accès aux marchés ne suffit pas : il faut faire davantage pour appuyer les pays et pour renforcer leurs capacités commerciales.

Le PNUD s'attache à aider les pays à participer plus efficacement au système d'échanges multilatéraux par l'entremise du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce. De concert avec d'autres partenaires internationaux, dont la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, le PNUD aide les pays les moins avancés (PMA) à relever certains des défis auxquels ils sont confrontés, et notamment le manque d'infrastructure adéquate, les goulets d'étranglement institutionnels et les lourdeurs administratives et réglementaires. Il apporte également son concours aux pays pour négocier et mettre en œuvre des accords commerciaux compatibles avec les principes du développement humain. Enfin, il seconde les efforts des autorités visant à intégrer des politiques commerciales pro-pauvres dans les stratégies de développement nationales.

En 2005, par exemple, le PNUD a fait équipe avec la Fondation de promotion des exportations et de l'investissement de l'Azerbaïdjan en vue de renforcer la capacité du pays à promouvoir les exportations. Dans le cadre de ce partenariat, il a aidé le gouvernement à formuler sa stratégie d'exportation pour le développement du secteur non pétrolier et à établir un Centre d'information sur les exportations qui conseille les exportateurs locaux potentiels. Au Yémen, le PNUD appuie le gouvernement dans ses efforts de développement des exportations de fruits et de produits de la pêche. Un projet de 1 million de dollars dispense des conseils techniques aux producteurs de fruits et de légumes sur le bon usage des pesticides ainsi que sur le conditionnement et le transport. Il vise également à accroître la compétitivité du pays dans le domaine des pêcheries par l'établissement de procédures de contrôle de la qualité et par la formation des pêcheurs.

De grands progrès sont possibles en matière d'atténuation de la pauvreté par le soutien de l'entrepreneuriat et des initiatives commerciales et industrielles locales. Dans le sud-est de l'Anatolie, l'une des régions les plus défavorisées de la

Comparaison des exportations et de la population au niveau mondial – 2004



Source : Organisation mondiale du commerce, Banque mondiale, Division de statistique de l'ONU

dant, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition, 1,1 milliard n'ont pas accès à l'eau potable propre et 1 200 enfants meurent chaque heure de maladies évitables. Malgré la croissance de l'économie mondiale et de remarquables progrès en médecine et en technologie, nombreux sont les habitants des pays en développement qui ne recueillent pas les avantages que pourrait leur apporter la mondialisation.

Le PNUD collabore avec les autorités des pays en développement pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des initiatives qui répondent aux besoins des pauvres. Nous aidons les pays à jeter les fondations d'une croissance économique pro-pauvres et soutenons les efforts d'acquisition des connaissances théoriques et pratiques et des ressources qui permettront de réaliser des progrès soutenus dans la lutte contre la pauvreté.

Le commerce peut être l'un des moteurs les plus efficaces de la croissance économique. Nombre de producteurs des pays pauvres restent cependant en marge des marchés internationaux parce que leurs produits ne sont pas concurren-

UNIFEM : Pour la sécurité économique des femmes

La majorité des femmes des pays en développement sont employées dans le secteur informel. Dans les pays développés, l'emploi à temps partiel et l'emploi autonome sont des sources de revenu plus importantes pour les femmes que pour les hommes. Par ailleurs, les femmes gagnent généralement moins que les hommes, ont un accès plus réduit à des emplois de qualité et ne disposent pas des mêmes possibilités d'éducation qui leur permettraient de se procurer des sources de revenu meilleures et plus sûres. Tels sont certains des constats présentés dans le rapport du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) *Le progrès des femmes à travers le monde 2005 : les femmes, le travail et la pauvreté*. Ce rapport plaide en faveur d'une attention accrue à la sécurité économique des femmes ; il demande qu'il soit fait davantage pour assurer une protection juridique et sociale appropriée des femmes dans le secteur informel et pour que les politiques reconnaissent la valeur de leur travail et le soutiennent.

UNIFEM œuvre en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes par l'entremise d'un réseau de 15 bureaux sous-régionaux et de deux bureaux nationaux. Le Fonds, administré par le PNUD, a persévéré en 2005 dans ses efforts visant à renforcer la sécurité économique des femmes.

Turquie, le PNUD est intervenu en partenariat avec l'Administration régionale de développement pour accroître la compétitivité des petites

C'est ainsi que dans le cadre de son initiative d'appui aux travailleuses migrantes des États arabes et de l'Asie, le ministère du Travail de Jordanie procède actuellement à une évaluation de sa réglementation et enquête sur les atteintes portées aux droits des migrantes en surveillant les pratiques des bureaux d'embauche, en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur et les services de police. En Indonésie, à Blitar, une loi provinciale sur la protection des travailleurs migrants est en passe d'être adoptée. De même, au Népal, le parlement doit examiner un projet de loi sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Les efforts déployés par UNIFEM en faveur d'analyses budgétaires qui examinent les effets des allocations de ressources publiques différenciés par sexe ont également donné des résultats prometteurs en 2005. Au Maroc, le budget national pour 2006 comporte pour la première fois une annexe sur la prise en compte des priorités en matière d'égalité des sexes. En Inde, dans l'État du Karnataka, les dirigeantes locales élues de la municipalité de Mysore ont tiré parti de leur formation à la budgétisation sexospécifique pour obtenir que les ressources allouées à la réintroduction d'un système d'assurance-santé pour les femmes soient doublées.

et moyennes entreprises (PME). Nous avons ouvert des Centres de développement des affaires dans quatre villes (Adiyaman, Diyarbakir, Mardin, Sanliurfa) pour aider les PME à accroître leurs capacités managériales, opérationnelles et administratives. Nous avons également conseillé et formé des entrepreneurs débutants auxquels manquaient souvent les aptitudes, les connaissances et les réseaux nécessaires pour mettre leurs idées en application. Les efforts visant à réduire les disparités économiques dans le sud-est de l'Anatolie ont également été axés sur les jeunes. Le PNUD a appuyé le lancement d'un Programme national d'apprentissage qui offre aux jeunes de la région la possibilité de faire des stages dans diverses entreprises du pays. Les stagiaires, par l'expérience professionnelle qu'ils acquerront dans les domaines de la comptabilité, de la vente et du marketing, apporteront des connaissances théoriques et pratiques très nécessaires dans la région. Et certaines composantes de l'initiative pourront être reprises en tant que modèles et reproduites par d'autres administrations régionales, en Turquie et ailleurs.

En Moldova, le PNUD contribue à l'habilitation économique des collectivités dans le cadre de son *Plan d'action 21 local*. En associant les

Nombre de pays d'Asie, dont les Philippines, ont accompli des progrès réguliers qui ont réduit les taux de pauvreté, mais la montée de la pauvreté urbaine menace d'inverser certains de ces accomplissements.



Ces Palestiniennes ont tiré parti de microfinance-ments pour lancer leur entreprise de transformation de produits alimentaires et pour en assurer la réussite commerciale.



gens au processus décisionnel au niveau local et en forgeant des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, cette initiative vise à intégrer les principes du développement durable dans les politiques locales. Le PNUD a aidé à la création d'une zone franche économique en Moldova, dans la région d'Ungheni, ancienne zone industrielle, où sont implantées aujourd'hui 33 entreprises de divers pays. Il a également favo-

résultats de grande envergure. À Gaza, le PNUD a aidé les femmes hortultrices à obtenir de petits financements pour accroître leur production. Les femmes font traditionnellement sécher les fruits et certaines plantes au soleil, mais ce processus peut affecter la qualité des produits. Grâce au concours du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), administré conjointement par la Banque mondiale, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les productrices de Gaza ont pu acheter du matériel à énergie solaire qui sèche les fruits et les plantes plus rapidement et plus efficacement. Cette initiative respectueuse de l'environnement leur a permis de développer leurs entreprises et de commercialiser leurs produits sur les marchés locaux de Gaza. Ce n'est là que l'un des nombreux projets financés par l'entremise du FEM pour améliorer les conditions de vie des pauvres tout en contribuant à la protection de l'environnement.

« La pauvreté massive et l'inégalité obscène sont des fléaux de notre temps si abominables ... qu'ils sont à classer parmi les maux sociaux au même titre que l'esclavage et l'apartheid. »

Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud

risé le développement de nouvelles entreprises dans la région, telles que des usines de conteneurs en plastique et des fabriques de meubles de luxe, ainsi que des unités de production de jus de fruits et de légumes. Outre l'apport d'investissements de 15,8 millions de dollars, la zone économique d'Ungheni a créé 1 250 emplois et accru les exportations de la région. Elle constitue un autre exemple de modèle efficace susceptible d'être reproduit ailleurs.

Certains petits projets peuvent produire des

Prévenir les conflits et appuyer le relèvement

Les conflits armés et les catastrophes naturelles ont un effet inhibant sur les progrès des pays en matière de développement humain. Leur coût est particulièrement lourd en termes humains : dans les années 1990, 3,6 millions de personnes ont péri dans des conflits violents et, en 2005, les catastrophes naturelles ont fait 91 900 morts de par le monde. Leur impact sur les perspectives de développement et de croissance des pays peut être dévastateur. Une guerre civile peut réduire à

Le renforcement des capacités nationales à prévenir les conflits et à instaurer une paix durable est l'une des plus hautes priorités du PNUD. Présents de longue date dans la quasi totalité des pays en développement, nous sommes sur le terrain avant, pendant et après les conflits. Nous apportons un soutien substantiel, en particulier par l'entremise de notre Bureau de la prévention des crises et du relèvement, pour renforcer les capacités des instances gouvernementales, de la société civile et des autres acteurs à résoudre les différends de manière constructive. En 2005, comme les années précédentes, notre concours a été sollicité en phase de post-conflit pour appuyer les premiers efforts visant à consolider la paix, à réinsérer les ex-combattants dans la société, à relancer l'économie et à rétablir l'état de droit. Le PNUD s'emploie également à développer les capacités nationales à entretenir la paix à long terme, notamment par le renforcement de la gouvernance économique et politique.

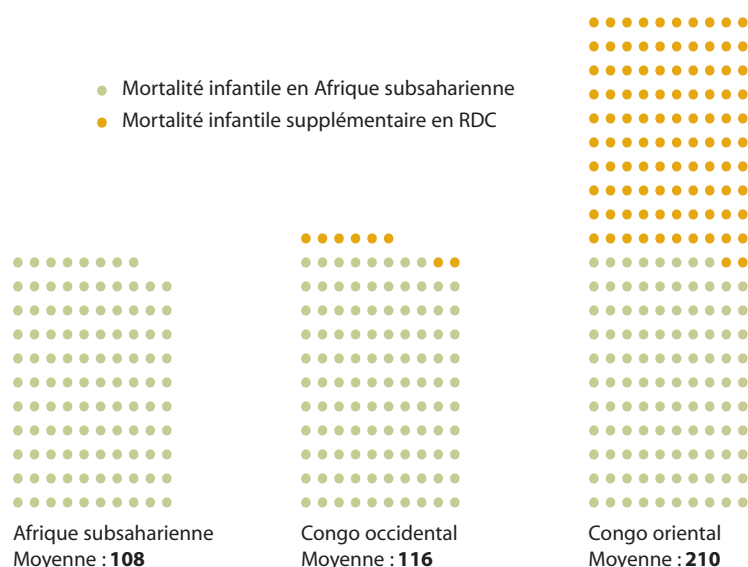
Le PNUD fait porter ses efforts de plus en plus sur la prévention. Nous aidons les pays à s'attaquer aux causes premières des conflits, telles que l'inégalité, l'injustice et la discrimination, et nous nous attachons à renforcer les institutions et les mécanismes qui peuvent contribuer à désamorcer les tensions avant que la situation ne dégénère et n'aboutisse à un conflit déclaré. Nous aidons aussi à consolider les fondations de la justice et à fournir des emplois aux ex-combattants pour que les pays qui viennent d'émerger d'un conflit n'y retombent pas à brève échéance.

Au Somaliland, région qui se relève de plus de décennies de conflit, une initiative pionnière du PNUD, le Programme relatif à l'état de droit et à la sécurité, offre des possibilités de réforme significative. Outre l'appui du désarmement, de la démobilisation et du déminage, ce programme a contribué à instaurer une forme de gouvernance fiable par la formation de juristes et par la fourniture d'une aide juridique gratuite aux groupes vulnérables, notamment aux femmes et aux enfants. Une autre réalisation du programme, l'Académie de police de Mandera, aussi au Somaliland, est la cheville ouvrière des efforts déployés par l'administration pour établir une force de police communautaire consciente des normes des droits de l'homme. Le Programme relatif à l'état de droit contribue au programme d'enseignement de l'académie ainsi qu'à ses frais de fonctionnement et d'entretien, le salaire du personnel étant pris à charge par l'État. Le succès de cette initiative est porteur de leçons précieuses qui pourront s'avérer utiles pour concevoir de futurs programmes de relèvement dans les domaines de la justice et de la sécurité. Sur le

En temps de guerre, les enfants meurent

En 2002, les conflits faisant rage dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo, la destruction de l'infrastructure et le manque de services ont été cause d'une augmentation du taux de mortalité infantile qui a atteint près du double de la moyenne pour l'Afrique subsaharienne.

Décès pour 1 000 naissances vivantes



Source : Comité de secours international, Enquête sur la mortalité en RDC, RMDH 2004

néant plusieurs décennies de développement et, en l'espace d'une heure, un ouragan ou un tremblement de terre peuvent faire disparaître des communautés entières et venir aggraver encore la pauvreté et l'inégalité.

Comme le note le *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, sur les 32 pays en fin du classement selon l'Indicateur du développement humain (IDH), 22 ont connu des conflits à un moment ou un autre depuis 1990; et sur les 52 pays où le taux de mortalité infantile stagne ou augmente, 30 ont connu des conflits depuis 1990. La perpétuation du cercle vicieux de la pauvreté et des conflits peut être lourde de conséquences au plan régional et mondial. Ainsi que le montre l'histoire récente, la destruction des guerres civiles franchit souvent les frontières nationales et se répercute en chaîne sur la vie des populations du monde entier.

Le problème des armes légères en ARY de Macédoine

La présence d'armes légères et de petit calibre ne constitue pas seulement une menace pour les pays qui émergent des conflits mais peut également affecter l'existence des gens longtemps après la fin de la crise. Quatre ans après de graves troubles qui l'ont amenée au bord de la guerre civile, l'ancienne République yougoslave de Macédoine est encore confrontée aux criminels armés, à une économie déprimée et à des tensions ethniques entre Albanais et Macédoniens. On estime à 170 000 le nombre d'armes légères qui se trouvent encore dans le pays. Le PNUD aide les autorités centrales et locales à

réduire le nombre d'armes légères illégales, à améliorer la sécurité et à favoriser la réconciliation nationale. Plus de 13 000 armes ont été collectées et détruites, grâce en partie à une campagne de sensibilisation appuyée par le PNUD. La sécurité s'est améliorée considérablement dans les villes macédoniennes. À Tearce et à Vratnica, il n'y a pas eu de meurtres depuis le lancement de l'initiative et pas d'attaques à main armée en 2005. Les pouvoirs publics ont adopté une nouvelle loi sur les armes et un plan d'action stratégique national pour appuyer le processus du désarmement.

modèle du Somaliland, le PNUD forme également des officiers de police dans l'État fédéral du Puntland, dans le nord-est de la Somalie. En avril 2006, 151 officiers, dont 19 femmes, ont reçu leur diplôme de l'Académie de police d'Armo, récemment établie, après une formation exigeante portant sur le maintien de l'ordre, les normes internationales des droits de l'homme, les activités de police communautaire et le désarmement.

Les catastrophes naturelles remettent en cause le développement humain dans de nombreuses régions du monde. À l'heure actuelle, 85 % de la population exposée aux catastrophes naturelles vivent dans des pays à niveau de développement humain intermédiaire ou bas. Le PNUD vient en aide aux pays frappés par les catastrophes en assurant la coordination de l'as-

sistance des donateurs, comme il l'a fait au lendemain du séisme survenu en Asie du Sud le 8 octobre 2005. L'un des principaux défis à relever, face aux catastrophes naturelles, est de remettre la région touchée sur la voie du développement le plus rapidement possible et d'une manière qui réduit les risques futurs. Le PNUD occupe une position idéale pour gérer la transition des premières phases du relèvement au développement à long terme. Au Pakistan, un mois après le séisme d'octobre, le PNUD a entrepris la planification du relèvement et a pris la tête des efforts d'élaboration d'un Cadre stratégique de relèvement en collaboration avec l'ensemble du système des Nations Unies, la société civile et le gouvernement du Pakistan. Un Plan des Nations Unies pour les premières étapes de relèvement du Paki-

Au Mozambique, à l'Académie de police de Maputo, le PNUD dispense une formation à de jeunes officiers dans le cadre d'un large effort visant à assurer la stabilité dans le pays et à instaurer un développement humain.



stan, lancé en mai 2006, prévoit la mise en œuvre de programmes dans des secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, le logement, la gestion des abris et des camps, ainsi que la réduction des risques de catastrophe. Au Népal, pour assurer un avenir plus sûr aux habitants des régions dévastées, le PNUD a collaboré avec la Société nationale de technologie sismique pour sensibiliser le public et pour renforcer les capacités nationales en

locaux. Le PNUD a aidé à établir un réseau d'agences de placement et il dispense une formation professionnelle et technique. À ce jour, plus de 40 000 demandeurs d'emploi se sont inscrits au réseau et plus de 7 000 ont été embauchés. Le PNUD coopère également avec Austcare, organisme d'aide aux réfugiés, pour introduire des machines à briques faciles à utiliser afin d'accroître la production des briquetiers et d'améliorer la qualité des matériaux de construction.

Dans les régions du Pakistan frappées par le séisme, le PNUD aide les gens à passer rapidement de la phase de relèvement immédiat à celle de la planification du développement à long terme.



À Sri Lanka, l'appui du développement à long terme après le tsunami de 2004 se concentre sur le renforcement des capacités de l'administration publique, des instances locales, de la société civile et du secteur privé. Sur un financement de 4,6 millions de dollars octroyé par les gouvernements allemand et norvégien, le PNUD a lancé une initiative de renforcement des capacités au niveau local pour améliorer les processus d'achat d'infrastructure et de services pour le relèvement et la reconstruction.

matière de construction parasismique.

En Indonésie, dans la région d'Aceh frappée par les tsunamis, le PNUD a fait équipe avec l'Organisation internationale du Travail pour former la main-d'œuvre nécessaire pour répondre à la demande accrue dans le secteur du bâtiment. Les dépenses de construction en Aceh et à Nias sont passées de 50 millions de dollars par an à près de 2 milliards, offrant ainsi de nouvelles possibilités d'emploi aux travailleurs

Il dispensera en particulier une formation spécialisée aux coordonnateurs de programmes et à divers fonctionnaires gouvernementaux dans les domaines de la planification, de la gestion et de la prestation de services de relèvement et de reconstruction.

Protéger notre planète pour le bénéfice des pauvres

Beaucoup de problèmes environnementaux ne peuvent être traités que dans le cadre d'une coopération internationale. L'atténuation des effets des changements climatiques, l'accès à des sources durables d'énergie, la protection des cours d'eau, lacs et régions côtières de diverses formes de pollution sont des défis qui exigent une approche multilatérale.

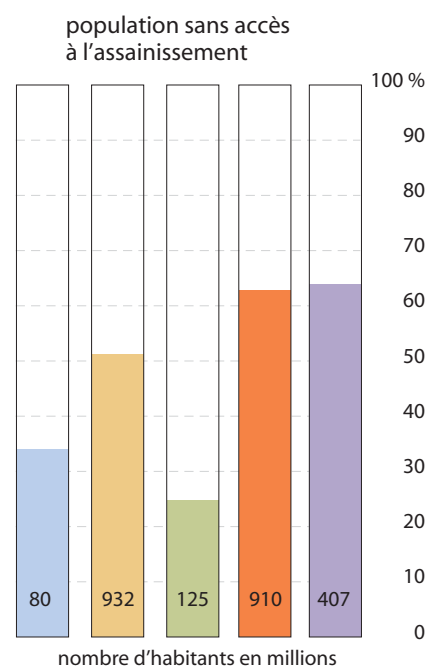
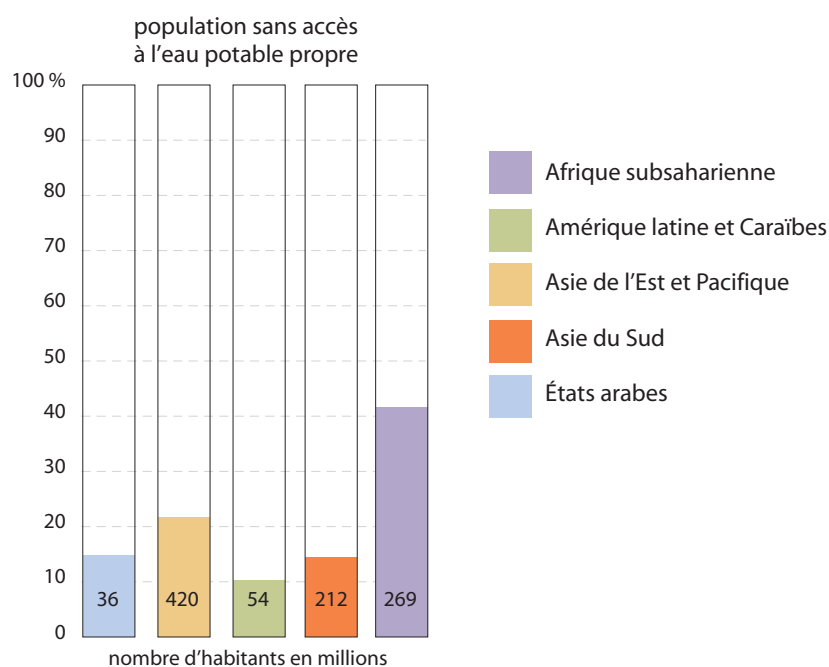
Le PNUD appuie les efforts des pays visant à protéger l'environnement et à gérer efficacement leurs ressources, et il promeut la coopération entre les pays pour relever les défis environnementaux communs. L'un des principaux objectifs du PNUD est d'aider les pays à concevoir des politiques environnementales et énergétiques qui prennent en considération les besoins des pauvres. L'inefficacité et l'inégalité de la gestion des ressources naturelles opposent des obstacles majeurs à la transformation des communautés du monde en développement. Quand les ressources naturelles s'épuisent, quand la pollution menace le bien-être de la population, ce sont généralement les plus vulnérables qui sont le plus durement touchés. Les ménages pauvres dépendent souvent de l'accès à diverses ressources naturelles pour vivre; ils sont souvent les plus gravement affectés par l'exposition à l'eau insalubre, à la pollution atmosphérique intérieure, aux produits chimiques toxiques et à d'autres dangers pour la santé.

L'eau est une ressource naturelle fondamentale pour le développement humain. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'habitants de notre

planète n'ont pas accès à l'eau propre et 2,4 milliards ne disposent pas d'installations d'assainissement élémentaires. La consommation et l'usage abusif de ressources en eau chaque jour plus précieuses se sont intensifiés ces dernières décennies; nous en sommes au point où les pénuries d'eau, la dégradation de la qualité de l'eau et la destruction des écosystèmes aquatiques menacent le développement humain et la stabilité politique. Avec la raréfaction de l'eau, de nouvelles formes de tensions peuvent survenir entre les pays à cours d'eau et lacs partagés. Pour parer aux risques de conflit et tirer parti des possibilités de coopération, le PNUD a établi l'Initiative pour les bassins fluviaux transfrontières, plate-forme favorisant le dialogue et le consensus pour les pays à ressources en eau partagées. Nous appuyons dans ce cadre les efforts de 36 pays visant à conclure des accords sur la gestion de ces ressources, en partenariat avec des organisations régionales et nationales, notamment la Commission du Mékong, l'Initiative du bassin du Nil et l'Autorité du bassin du Niger. Faisant fond sur ces succès, le PNUD étend actuellement son initiative relative aux eaux partagées pour couvrir l'Asie centrale où, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, il mène un processus qui permettra aux gouvernements de la région de coopérer à la gestion de leurs ressources en eau communes.

La gestion rationnelle et équitable des ressources naturelles est essentielle pour assurer une réduction durable de la pauvreté et la réalisation

Population sans eau propre ni assainissement, par région



Source : Rapport mondial sur le développement humain 2004, 2005

des OMD. L'un des moyens les plus efficaces de faire en sorte que les besoins environnementaux des pauvres ne soient pas ignorés consiste à les inclure dans les politiques nationales. Toutefois, dans la plupart des pays, l'intégration de perspectives pro-pauvres sur l'environnement dans les stratégies de développement nationales constitue un défi majeur. Le PNUD, en partenariat avec le PNUE, appuie l'adoption de telles stratégies au Cambodge, au

national. Pour y remédier, le PNUD aide les petites et moyennes entreprises à réduire leurs coûts de production par une amélioration de l'efficacité énergétique. Il a dispensé en particulier une formation aux gestionnaires et aux ingénieurs en matière de techniques de production à bon rendement énergétique, ce qui a permis à de nombreuses entreprises de réaliser des économies substantielles de carburant. Cette initiative accroît également l'accès des projets

Dans un village thaïlandais, les familles bénéficient d'une station de pompage à énergie solaire établie grâce à un projet du FENU. Les revenus qu'elles se procurent ainsi leur permettent de payer les études de leurs enfants, de se nourrir et d'effectuer les réparations essentielles à leur maison.



Kenya, au Nicaragua, au Rwanda, en Tanzanie et au Viet Nam. Dans le cadre de l'Initiative pauvreté et environnement, nous avons aidé le gouvernement tanzanien à intégrer l'environnement dans le processus stratégique de réduction de la pauvreté. Cette initiative favorise le dialogue entre les décideurs politiques, les ONG et les groupes communautaires sur les relations entre pauvreté et environnement, ainsi que l'emploi d'indicateurs environnementaux dans la planification locale et nationale. En conséquence, la nouvelle stratégie tanzanienne de réduction de la pauvreté comprend des mesures de gestion des ressources naturelles visant à atténuer la pauvreté, à autonomiser les femmes et à responsabiliser les instances gouvernementales.

L'accès à des sources d'énergie d'un coût abordable est essentiel pour atténuer la pauvreté. Au Kenya, la cherté de l'énergie accroît les coûts de production et affecte la compétitivité des produits kényens sur les marchés locaux et inter-

rentables au financement et offre des possibilités intéressantes pour les autres pays d'Afrique de l'Est.

En Inde, le PNUD appuie les efforts des pouvoirs publics visant à autonomiser les collectivités pauvres et défavorisées et à renforcer leurs moyens d'existence par une gestion améliorée des ressources naturelles. En collaboration avec les autorités fédérales et le gouvernement des États du Jharkhand, de l'Orissa et du Rajasthan, le projet a pour objet d'encourager la participation effective des pauvres, et notamment des femmes, à la gestion et au développement des ressources naturelles. En collaboration avec quelque 5 000 groupements féminins et 17 partenaires de la société civile, il aide les femmes défavorisées à s'unir pour élaborer des pratiques culturelles durables, gérer des projets de conservation et favoriser la régénération de pâtures et de terres incultes. Ces réseaux relient également les femmes à des institutions financières et leur

« Notre planète n'appartient pas aux puissants. Nous devrions adhérer au Protocole de Kyoto à notre petite manière. Ce sont les petites choses que nous faisons qui sont importantes. »

Wangari Maathai, lauréate du prix Nobel de la paix 2004

confèrent le pouvoir et l'influence dont elles ont besoin pour négocier de manière efficace avec les administrations locales.

Nombre des problèmes environnementaux auxquels le monde fait face aujourd'hui, depuis les changements climatiques jusqu'à l'épuisement de l'ozone, sont de nature mondiale. Grâce au financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD soutient la coopération internationale en faveur de l'instauration d'un développement durable. Le FEM, dont les agents d'exécution sont la Banque mondiale, le PNUD et le PNUE, est un mécanisme de financement qui appuie les initiatives visant à réduire les grandes menaces qui pèsent sur l'environnement mondial, notamment la perte de biodiversité, la dégradation des sols et des eaux internationales, et les polluants organiques persistants. Le PNUD-FEM exécute 1 750 projets dans plus de 155 pays en développement. En 2005, pour financer ces projets, le PNUD a obtenu 284,5

millions de dollars du FEM et mobilisé 1,02 milliard de dollars de cofinancements octroyés par des gouvernements et divers donateurs.

Dans le cadre des projets du FEM, le PNUD aide les pays à améliorer leur rendement énergétique et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Au Viet Nam, où la consommation d'électricité s'accroît considérablement du fait de la croissance de la population urbaine, le PNUD a lancé un projet de 15 millions de dollars à Ho-Chi-Minh-Ville et à Quy Nhon, dans la province de Binh Dinh, pour promouvoir un éclairage de la voie publique à bon rendement énergétique. Exécuté en partenariat avec l'Académie vietnamienne des sciences et de la technologie, le projet devrait permettre de diminuer la consommation d'énergie de 310 gigawatts-heure et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 133 kilotonnes d'équivalent-dioxyde de carbone au cours des cinq prochaines années.

L'accès aux énergies durables est d'une importance vitale pour extirper les gens de la pauvreté. Au Chili, grâce à une micro-centrale hydroélectrique construite à Tiruá (VIIIe région), la communauté autochtone de Lafquenche de Pallaco est alimentée en électricité pour la première fois.



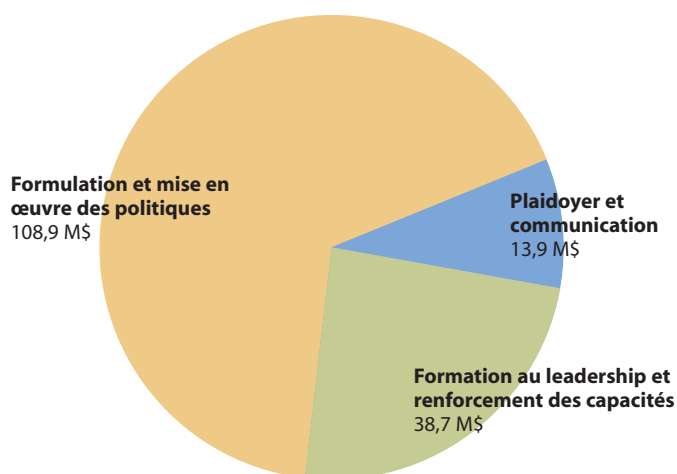
Enrayer l'expansion du VIH/sida

Le VIH/sida a un impact dévastateur sur ceux et celles qui sont infectés par le virus ainsi que sur leur famille. La pandémie a de vastes répercussions sur tous les secteurs de la société et peut mettre en cause la survie de communautés entières. Quand les enseignants succombent au VIH/sida, leurs élèves en pâtissent; quand les médecins et les infirmières contractent la maladie, les hôpitaux éprouvent de grandes difficultés à fournir aux patients les soins dont ils ont

Le PNUD lutte contre le VIH/sida sur tous les fronts

Les dépenses effectuées à ce titre en 2005 ont été allouées à la formation au leadership, au plaidoyer en faveur du changement et à l'élaboration des politiques.

Chiffres en millions de dollars



Source : Bureau des finances, PNUD

besoin; quand les parents meurent, les enfants se retrouvent souvent laissés à eux-mêmes, vulnérables à l'exploitation et aux mauvais traitements.

L'ampleur de la crise constitue un défi majeur pour le développement. Le nombre de gens vivant avec le VIH atteint aujourd'hui, estime-t-on, 40,3 millions de par le monde. En 2005, 3,1 millions de personnes, dont plus de 500 000 enfants, sont décédées de maladies liées au sida. Bien que les taux d'infection aient diminué dans certains pays (notamment au Kenya, au Zimbabwe et dans certains pays des Caraïbes), la tendance générale de la propagation du VIH est toujours à la hausse. En tant que partenaire de confiance au développement et co-parrain de l'ONUSIDA, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le PNUD s'emploie à prévenir la propagation du virus et à réduire l'impact de la maladie. Nous aidons les pays à inscrire le VIH/sida au centre de leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté, nous promovons la mise en œuvre de mesures coordonnées et efficaces de lutte contre la pandémie

et nous contribuons au renforcement des capacités des pays à protéger les droits de gens vivant avec le VIH/sida.

L'Afrique subsaharienne est la région la plus durement frappée par la pandémie, où celle-ci décime les rangs des membres les plus productifs de la société, exploitants et ouvriers agricoles, médecins, enseignants, fonctionnaires et scientifiques. Une stratégie élaborée par le PNUD, l'Initiative des capacités pour l'Afrique australe (SACI), aide les pays de la sous-région à faire face à l'érosion des capacités dans les secteurs clés d'activité, notamment les services publics, l'agriculture, la santé, l'éducation et le secteur privé. Dotée d'un budget de 42 millions de dollars, elle aide les autorités à formuler des politiques efficaces pour relever le défi de la fourniture des services publics à l'ère du VIH/sida, à renforcer les capacités et les aptitudes au leadership et à permettre aux institutions de continuer de fonctionner. Nous aidons également les pays à faire face aux pertes de fonctionnaires en développant des programmes de formation et en préparant la formulation de stratégies de ressources humaines à long terme.

Au Botswana, la SACI a aidé la Direction de la gestion des services publics à accroître l'efficacité de la gestion des ressources humaines en allégeant les formalités administratives et en simplifiant la structure hiérarchique. Une démarche semblable a été appliquée en Afrique du Sud pour identifier les goulets d'étranglement et pour prendre des mesures correctives dans le secteur de la santé dans les provinces du KwaZulu Natal et du Limpopo. La rationalisation des registres et de l'établissement des calendriers a permis de réduire considérablement les délais d'attente dans les hôpitaux. Au Lesotho, au Malawi et en Zambie, la SACI a aidé les autorités gouvernementales à tirer parti des technologies de l'information et des communications et a évalué les problèmes que présente l'e-gouvernance pour améliorer les prestations de services dans le secteur public. La SACI bénéficie également du partenariat du PNUD avec Microsoft grâce auquel un portail du Réseau de solutions partagées a été établi récemment, pour faciliter le partage des connaissances entre les diverses parties prenantes. Le cadre de la SACI a aussi été adopté par l'Équipe régionale des Nations Unies en tant qu'instrument clé de renforcement des capacités utilisable par plusieurs organismes de l'équipe. D'autres pays d'Afrique envisagent actuellement de participer à cette initiative.

En Asie, où le nombre de gens vivant avec le VIH/sida est passé de 7,1 millions en 2003 à 8,3 millions en 2005, l'un des grands programmes de

En novembre 2005, le PNUD a formé 30 responsables de groupes de lutte contre le VIH/sida pour renforcer leurs aptitudes à promouvoir une tolérance accrue à l'égard des gens vivant avec le VIH dans leurs communautés respectives.



renforcement des capacités du PNUD, le Leadership pour les résultats, a eu un impact mesurable dans la lutte contre le VIH/sida. En Chine, ce programme a contribué à un réaménagement de la structure institutionnelle et a donné aux responsables les instruments nécessaires pour assurer une coordination interinstitutionnelle plus efficace de la politique du VIH/sida; il a soutenu des activités visant à une plus grande ouverture sur les questions liées au VIH/sida, à une éduca-

tative conjointe du PNUD et d'EPIN Technologies, important acteur du secteur des médias nouveaux dans le pays, a contribué à sensibiliser le public au VIH/sida en diffusant des clips vidéo sur des écrans publicitaires placés dans les trains. Cette campagne qui atteindra des millions de passagers présente les principaux faits sur le VIH et souligne la nécessité de faire preuve de tolérance et de respect à l'égard des personnes vivant avec le virus.

Le nombre de gens vivant avec le VIH atteint aujourd'hui, estime-t-on, 40,3 millions de par le monde. En 2005, 3,1 millions de personnes, dont plus de 500 000 enfants, sont décédées de maladies liées au sida.

tion plus largement répandue sur l'épidémie et à une tolérance accrue à l'égard des gens vivant avec le VIH. Dans la ville de Xintai, dans la province de Shandong, une initiative efficace a été élaborée pour sensibiliser le public à la pandémie, atteindre les groupes vulnérables et fournir des appuis aux séropositifs. Ces efforts sont d'autant plus importants que les connaissances sur le VIH et ses modes de transmission sont limitées en Chine, tout particulièrement chez les populations rurales et les travailleurs migrants. Une ini-

L'un des principaux obstacles à surmonter dans la lutte contre le VIH/sida est l'opprobre et la discrimination dont font l'objet les personnes vivant avec le VIH. La crainte de l'ostracisme et la menace de la stigmatisation empêchent souvent les gens de demander des soins et des services d'accompagnement, ainsi que de chercher à connaître leur statut sérologique, ce qui entrave les efforts visant à enrayer la propagation du virus. En Amérique latine et aux Caraïbes, le PNUD a appliqué son programme du Leadership pour les résultats pour lancer plusieurs initiatives de sensibilisation. En République dominicaine, par exemple, nos efforts ont porté sur la lutte contre la propagation du VIH dans les forces armées, groupe hautement vulnérable. Nous avons appuyé la création d'un Réseau d'éducateurs militaires, le premier en son genre, pour favoriser la compréhension et la tolérance de la part des cadres et des recrues à l'égard de ceux qui vivent avec le VIH/sida. Faisant fond sur ce succès, le PNUD a également travaillé avec un groupe nombreux de séropositifs pour améliorer leurs aptitudes au leadership et les aider à négo-

Les journalistes peuvent jouer un rôle important pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au sida. Au Caire, le PNUD a apporté son concours à un programme de sensibilisation des professionnels des médias qui traitent des questions du VIH/sida.

cier de manière efficace avec les fonctionnaires de l'État et les prestataires de services. La formation qui leur a été dispensée les a dotés des instruments et des connaissances nécessaires pour avoir un impact appréciable au sein des collectivités et pour les aider à induire un changement d'attitude à l'égard de l'épidémie.

Dans la région des États arabes, le PNUD œuvre étroitement avec les autorités, la société civile et les groupes religieux pour sensibiliser

dans le Coran et peu à peu, le mur du silence tombe et les responsables adhèrent à la vision. »

La pandémie de VIH/sida constitue une grave menace pour le développement, la stabilité et les perspectives de croissance de nombreux pays. Le financement mobilisé pour y parer doit être à la hauteur de la crise. L'une des principales ressources pour les programmes de grande envergure sur le VIH/sida, programmes de prévention, de traitement et de soins, est le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Tirant parti de sa vaste expérience en matière de gestion de fonds et d'achats, le PNUD met en œuvre des projets financés par le Fonds mondial dans 26 pays du monde. Au Belarus, par exemple, il a aidé à obtenir un don du Fonds mondial de 6,8 millions de dollars pour appuyer des activités de prévention chez les toxicomanes, les travailleurs du sexe, les homosexuels et les détenus. En 2005, il a entrepris de former plus de 500 travailleurs sociaux et spécialistes qui, pour la première fois, fourniront des conseils et un soutien à des milliers de jeunes dont la vie a été détruite par la drogue. Le PNUD s'emploie également à lutter contre le VIH/sida dans les prisons en formant 1 800 travailleurs et bénévoles médicaux qui fourniront des conseils, des soins et des appuis aux détenus. Ce projet est l'une des initiatives de grande envergure financées par le Fonds mondial dans lesquelles le PNUD œuvre étroitement avec les pouvoirs publics afin de renforcer les capacités nationales et d'enrayer la progression du VIH/sida.



au VIH/sida et pour mettre un terme à la stigmatisation associée à la maladie. En collaboration avec l'ONUSIDA, le PNUD a mobilisé des dirigeants religieux de la région qui se sont exprimés sur le VIH/sida. Ces efforts ont porté leurs fruits et, en décembre 2004, plus de 80 personnalités religieuses de 18 pays arabes ont souscrit la Déclaration du Caire, qui lance un appel à la solidarité avec ceux et celles qui vivent avec le VIH. Depuis, cinq ateliers sous-régionaux ont été organisés pour aider les responsables religieux à mieux appréhender les réalités du VIH/sida dans la région et son impact sur les collectivités. Selon le cheikh Touhami Ragi, haut dirigeant musulman au Maroc, « immédiatement après ma participation, j'ai pris contact avec des imams et des oulams (savants) et j'ai formé des cercles pour leur dispenser une formation sur le travail dans le domaine du VIH/sida. Chaque cercle réunit 10 dirigeants qui diffusent des messages écoutés chaque semaine par des dizaines de milliers de gens. Les choses n'ont pas été faciles : les dirigeants hésitaient à parler de ces questions, ... mais nous leur avons donné des références

Habiliter les femmes pour transformer la société

L'habilitation et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour le développement humain et pour la réalisation des OMD. L'égalité des sexes est et sera toujours une fin en soi, mais nous devons également reconnaître que lorsque les femmes sont victimes d'abus et de discrimination, lorsqu'elles ne jouent pas un rôle actif dans l'élaboration du monde qui les entoure, ce sont tous les membres de la société qui y perdent. Les progrès en matière d'atténuation de la pau-

Les 12 mois écoulés ont été marqués par des changements notables sur le front politique, avec l'élection de la première présidente d'un pays africain, Ellen Johnson-Sirleaf au Libéria, et celle de la première présidente du Chili, Michelle Bachelet. Il y a donc actuellement 11 femmes chefs d'État ou de gouvernement de par le monde, sur tous les continents. Mais malgré ces accomplissements, les progrès sur la voie de l'égalité des sexes restent extraordinairement lents. Soixante-dix pour cent des 130 millions d'enfants non scolarisés sont des filles. Les femmes représentent les deux tiers des 960 millions d'adultes de par le monde qui ne savent pas lire. Soixante pour cent du milliard de pauvres parmi les pauvres du monde sont des femmes et des filles. À quelques notables exceptions près, telles que le Rwanda et les pays nordiques, les femmes sont remarquablement absentes des assemblées parlementaires où, en moyenne, elles ne comptent que pour 16 % des représentants.

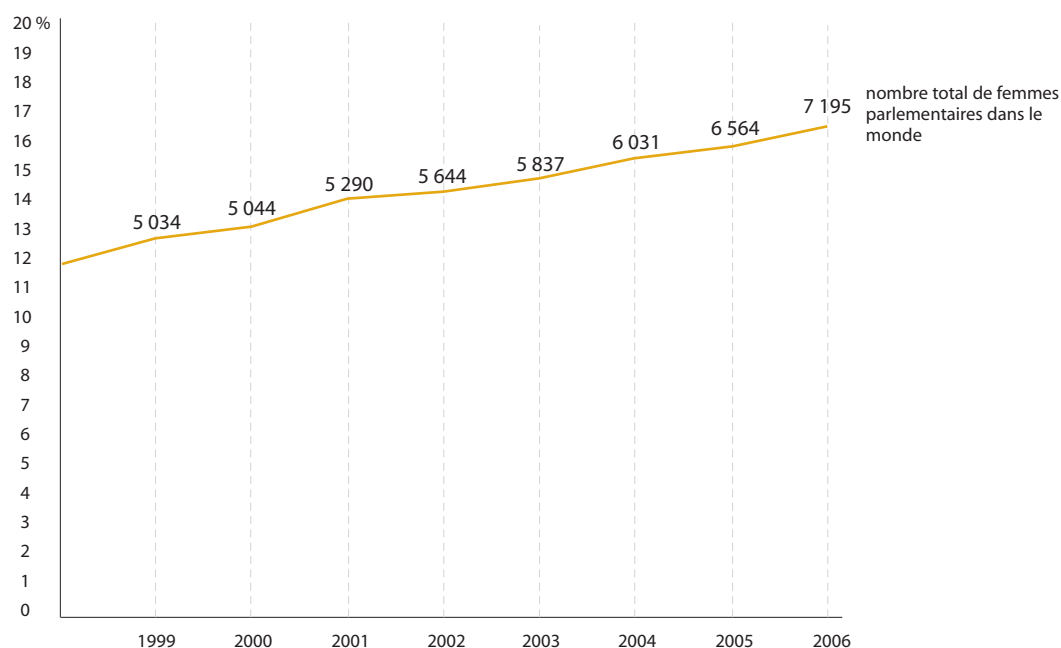
L'habilitation des femmes accroît la productivité économique et réduit la mortalité infantile. Elle contribue à l'amélioration de la santé et de la nutrition et favorise les progrès en matière d'éducation pour la génération montante.

vreté et la promotion d'une croissance équitable sont indissociablement liés à l'amélioration de l'existence des femmes et à l'accroissement de leur participation au processus décisionnel. L'habilitation des femmes accroît la productivité économique et réduit la mortalité infantile. Elle contribue à l'amélioration de la santé et de la nutrition et favorise les progrès en matière d'éducation pour la génération montante.

L'habilitation des femmes doit impérativement être prise au sérieux, ce qui exige que l'égalité des sexes figure au centre de l'équation du développement humain. En Ukraine, dans le cadre du Programme d'égalité des chances du PNUD, des hauts fonctionnaires et des parlementaires ont appris à concevoir des programmes et des budgets qui autonomisent les femmes, et des représentants des forces de l'ordre ont été sensibilisés à la violence à l'égard des femmes. Ces initiatives, ainsi que d'autres, ont amené les pouvoirs publics ukrainiens à reconnaître l'im-

Les lents progrès des femmes en politique

Taux de représentation des femmes dans les parlements au niveau mondial, 1999-2006



Source : Union interparlementaire

En décembre 2005, en République démocratique du Congo (RDC), le PNUD, UNIFEM et la Mission des Nations Unies en RDC ont fourni une assistance technique et financière à la Commission électorale indépendante pour assurer la participation des femmes au référendum constitutionnel. Grâce à ces efforts, plus de 50 % des électeurs votants ont été des femmes.



portance de l'habilitation des femmes. En 2005, le parlement ukrainien a adopté la Loi sur l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes, et trois femmes ont été nommées à la tête d'administrations régionales. Le PNUD met en œuvre des projets analogues avec d'autres parlementaires et responsables gouvernementaux de la région, en faveur de la participation des femmes à la vie politique.

L'inégalité des sexes est un obstacle majeur qui s'oppose à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des cibles des OMD. Un moyen efficace d'y remédier consiste à aider les gouvernements à établir des budgets qui tiennent compte des besoins et des intérêts spécifiques des femmes. L'analyse des budgets nationaux pour déterminer leur impact sur les femmes et les hommes, les garçons et les filles, favorise l'instauration de l'équité dans tous les secteurs du développement en faisant apparaître les allocations attribuées dans les divers domaines, notamment l'éducation, la santé et l'emploi, qui sont d'une importance primordiale pour habiliter les gens et

réduire la pauvreté. En partenariat avec le *Women-in-Development Fund* du Japon, le PNUD a parrainé la formation de praticiens du développement, d'économistes et de représentants du ministère des finances de plus de 50 pays à la budgétisation sexospécifique. Aujourd'hui, plus de 90 spécialistes diffusent dans leurs pays respectifs les connaissances qu'ils ont acquises et fournissent une assistance technique pour mener des audits budgétaires sexospécifiques.

Forger des partenariats pour le développement

Le développement humain est un processus complexe qui exige la participation d'un grand nombre d'acteurs divers et qui dépasse les aptitudes de toute organisation, quelle qu'elle soit, agissant isolément. Le renforcement des capacités des pays à bâtir une société solide et prospère exige la coopération d'un vaste ensemble de partenaires, comprenant les pays donateurs, le secteur privé, la société civile, les institutions financières internationales et les organismes

Le PNUD intervient en tant qu'intermédiaire impartial et catalyseur pour réunir les gens et les organisations qui contribuent aux progrès du développement humain.

régionaux. Le PNUD intervient en tant qu'intermédiaire impartial et catalyseur pour réunir les gens et les organisations qui contribuent aux progrès du développement humain.

Le PNUD élargit ses partenariats avec les organisations de la société civile (OSC) qui jouent un rôle de premier plan dans la formulation des politiques de réduction de la pauvreté ainsi que dans l'exécution des projets sur le terrain. Le dialogue et la coopération avec ces organisations ont bénéficié des efforts du Comité consultatif sur les OSC qui fournit au PNUD

des conseils stratégiques sur toute une gamme de questions relatives au développement humain. En 2005, la contribution significative des OSC aux dialogues de politiques a été accrue par plusieurs activités parrainées par le PNUD, notamment par le Dialogue sur les biens communs communautaires qui a eu lieu à l'université Fordham à New York. En avril 2006, le Comité consultatif sur les OSC s'est réuni avec la haute direction du PNUD pour examiner une série de questions, notamment le processus de réforme des Nations Unies, le renforcement des capacités commerciales et la prévention des conflits. Au titre d'un programme de 2 millions de dollars financé par l'organisation de développement néerlandaise SNV, des groupes de la société civile de 15 pays ont bénéficié de dons pour accroître leur participation à l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté axées sur les OMD. En outre, un programme de microfinancements visant à aider les organisations communautaires à appuyer les activités de prévention des crises et de relèvement a été mis en œuvre avec succès à titre pilote en Colombie, au Libéria et à Sri Lanka.

Le PNUD tire également parti des forces du secteur privé en intervenant pour établir des partenariats entre des grandes entreprises, des gouvernements, des ONG et des entrepreneurs locaux. Par son Initiative de développement d'entreprises durables (GSB - *Growing Sustainable Business*), par exemple, le PNUD œuvre avec le secteur privé pour identifier et réaliser des investissements commerciaux qui répondent à la

La nouvelle voix des journalistes irakiens

Jusqu'à une date récente, la plupart des Irakiens dépendaient des médias étrangers pour avoir des informations sur leur pays. À présent, avec *Les voix de l'Irak*, agence de presse en ligne établie depuis peu, ils ont accès à des reportages actuels et professionnels produits par des Irakiens pour les Irakiens. En 2004, le PNUD a fait équipe avec la Fondation Reuters, organisme caritatif spécialisé dans la formation au journalisme, pour établir une plateforme informatisée « d'échange de nouvelles », qui permet aux reporters irakiens de diffuser leurs articles. Grâce à un financement complémentaire de l'Agence espagnole de coopération internationale, ce réseau est devenu une agence de presse en bonne et due forme, qui fournit des nouvelles de dernière heure aux médias locaux, régionaux et internationaux. Dotée d'un personnel de journalistes

locaux qui effectuent des reportages sur leurs concitoyens et leur gouvernement, cette agence de presse, la première en son genre en Irak, constitue un progrès notable vers l'instauration d'un débat démocratique libre, ouvert et transparent. *Les voix de l'Irak* (www.aswataliraq.info) publie plus de 600 communiqués par mois et brosse un tableau complet des événements qui touchent les communautés locales de tout le pays. Les articles, publiés en arabe, en anglais et en kurde, sont produits par un réseau de reporters indépendants et d'organisations médiatiques contributives, qui comprennent notamment trois des grands journaux irakiens indépendants. En outre, l'an dernier, des cours de formation ont été dispensés à 51 reporters, dont 18 femmes, qui souhaitent améliorer leurs connaissances professionnelles.

demande locale, stimulent l'entrepreneuriat local et contribuent à réduire la pauvreté. Le but visé est d'encourager les entreprises qui ciblent les marchés des pays en développement et d'améliorer les relations entre les grandes entreprises et les PME locales. En recherchant des solutions innovantes de type public-privé qui emploient les ressources que les grandes entreprises possèdent déjà, l'initiative fait converger les intérêts des entreprises et les priorités des pays et fait

GSB se situent dans des secteurs très divers, depuis les télécommunications rurales jusqu'aux circuits d'approvisionnement agricoles et au financement des PME. Lancée en 2002, elle a obtenu la participation de toute une gamme d'entreprises, notamment Ericsson, la Société Générale, Total et Unilever. Avec un portefeuille d'investissements allant de 200 000 dollars à 23 millions de dollars, elle a été introduite en El Salvador, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar,

Le PNUD soutient des programmes de formation pour aider l'Afghanistan à tirer parti des nouvelles possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications. Il y a quatre ans encore, l'internet était interdit dans le pays.



intervenir les partenaires au développement appropriés.

Dans la ligne du Pacte mondial, initiative internationale novatrice du Secrétaire général des Nations Unies visant à combattre la corruption et à promouvoir les droits de l'homme, le travail et la protection de l'environnement, la GSB repose sur le principe de l'importance fondamentale du développement économique des pays les plus pauvres qui va dans le sens des intérêts à long terme de la communauté mondiale. Il en découle que les entreprises doivent être encouragées à participer au développement pro-pauvres qui débouche sur une expansion à long terme des marchés. L'initiative GSB reconnaît également la nécessité urgente d'attirer des investissements accrus et des entreprises dans les PMA, groupe de pays qui rassemble 12,5 % de la population du monde en développement mais qui ne recueille que 1,5 % des flux bruts d'investissements étrangers directs. Les projets d'investissement de la

en Serbie-et-Monténégro, en Tanzanie et en Zambie. C'est ainsi qu'en Tanzanie, Unilever collabore avec l'Union mondiale pour la nature, l'organisation de développement néerlandaise SNV et le Centre mondial d'agroforesterie pour encourager les communautés et les petites entreprises locale à cultiver des arbres de l'espèce *Allanblackia*, commune dans l'Ouest, le centre et l'Est de l'Afrique, qui produit des graines utilisées dans la fabrication de savon et de margarine. Le but est de générer des revenus aux agriculteurs locaux tout en bénéficiant à l'entreprise dans le long terme, à mesure que le marché de l'huile d'*Allanblackia* se développe. Forte de ces réalisations, la GSB pourra recueillir le soutien d'autres entreprises et apporter des possibilités de croissance significatives aux pays en développement.

L'intégration toujours croissante de l'économie mondiale ouvre de nouvelles possibilités de coopération entre les pays en développement.

De l'électricité pour Madagascar



Les photos de nuit de notre planète prises par satellite illustrent de manière frappante les inégalités du développement mondial : alors qu'une grande partie des pays industrialisés est éclairée d'une vive lumière artificielle, la plupart des pays en développement, tout particulièrement en Afrique, sont plongés dans l'obscurité. Sans électricité, les entreprises ne peuvent pas se développer, les hôpitaux ne peuvent pas fonctionner, les écoles sont paralysées et il n'est pas possible de tirer parti du vaste potentiel offert par les technologies de l'information et des communications. Et pourtant, les régions du monde où le développement est le plus urgent sont souvent très mal alimentées en électricité. À Madagascar, moins de 3 % de la population rurale y a accès. La région de Sava est connue pour sa production de vanille mais elle est loin de recueillir tous les bénéfices potentiels de cette production en raison de pénuries chroniques d'é-

Dans le domaine du commerce, plus de 40 % des exportations de ces pays sont destinées à d'autres pays en développement et les échanges commerciaux Sud-Sud augmentent à un taux annuel de 11 %, soit près de deux fois plus rapidement que les échanges commerciaux mondiaux. Le renforcement de la collaboration entre les pays en développement peut aussi accélérer la réalisation des OMD : depuis la fourniture de soins de santé contre le VIH/sida jusqu'aux centres de recherche de classe mondiale, ces pays possèdent des réserves significatives de connaissance et d'excellence auxquelles on peut recourir pour appuyer les efforts de développement humain. C'est pourquoi le PNUD, par l'entremise de son Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, aide les pays en développement à collaborer pour formuler des politiques, partager des informa-

nergie. Pour résoudre le problème, le PNUD, dans le cadre de son initiative GSB, est intervenu pour forger un partenariat entre trois grandes compagnies (l'Électricité de France, la RWE d'Allemagne et Hydro-Québec du Canada) afin d'alimenter en électricité d'un coût abordable la région productrice de vanille de Madagascar et les villages environnants. Avec un investissement total de 19 millions de dollars, les trois compagnies participantes feront usage de technologies nouvelles et appliqueront une tarification spéciale aux PME, aux instances gouvernementales et aux villages, ce qui dégagera un rendement de 17 %. Outre l'apport d'énergie dans l'un des secteurs les plus profitables de Madagascar, le projet améliorera l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau et à l'assainissement pour les populations rurales et réduira leur sujétion au carburant diesel et au bois de feu.

tions et convenir de priorités communes afin d'élaborer eux-mêmes des solutions aux problèmes auxquels ils font face. Nous avons, par exemple, aidé des organisations de la société civile de Sri Lanka à bénéficier de l'expérience acquise par l'Inde dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles des ONG. Nous encourageons également les initiatives Sud-Sud visant à maîtriser la propagation du VIH/sida. Au titre d'un projet parrainé par le PNUD, la Thaïlande fait don de 50 000 préservatifs à sept pays africains : Burkina Faso, Gabon, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria et Ouganda; le projet est financé par le gouvernement thaïlandais et le PNUD facilite l'expédition et la distribution des préservatifs.

Renforcement des stratégies nationales en vue de la réalisation des OMD

L'année 2005 a vu la réaffirmation de l'appui mondial en faveur de la lutte contre la pauvreté et de la réalisation des OMD. Les dirigeants du G-8, réunis en Écosse à Gleneagles, ont convenu en juillet d'annuler la dette de certains des pays les plus pauvres. Quinze pays de l'Union européenne se sont engagés à porter leur aide à 0,7 % de leur produit intérieur brut d'ici 2015 et la Commission pour l'Afrique parrainée par le Royaume-Uni a contribué à la mobilisation d'appuis supplémentaires pour le développement sur le continent. La vaste campagne ayant pour thème « *Abolissons la pauvreté* » et la généreuse réaction du public aux tsunamis de l'océan Indien ont également témoigné d'un sentiment de solidarité croissant de par le monde. Lors du Sommet mondial 2005 tenu au siège des Nations Unies à New York en septembre, « tous les gouvernements, des pays donateurs comme des pays en développement, se sont engagés avec force et sans ambiguïté, à atteindre

d'ici à 2015 les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire ».

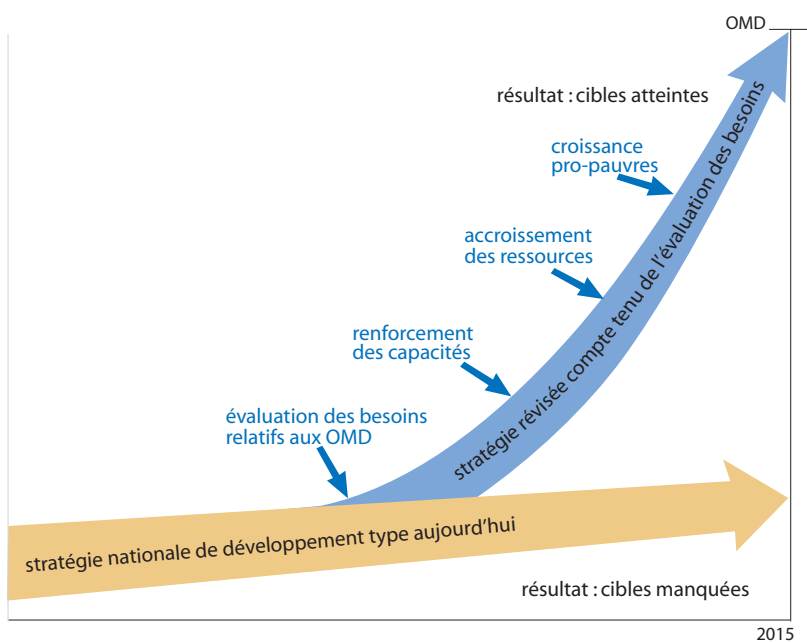
La réalisation des OMD constitue pour les pays en développement ainsi que pour la communauté internationale un défi de taille mais pas insurmontable. Le monde dispose des ressources financières, techniques et économiques nécessaires et les efforts nationaux déployés pour atteindre les cibles fixées bénéficient du soutien d'une coalition mondiale de partenaires au développement réunissant des donateurs bilatéraux, les organismes des Nations Unies, les banques régionales et les institutions de Bretton Woods.

Les progrès dépendent à présent de l'opérationnalisation des mesures au niveau des pays, de la transformation des OMD en politiques nationales et de leur intégration dans les décisions économiques clés et les stratégies nationales de développement. La nécessité d'axer les politiques nationales de développement plus résolument sur les OMD au sein d'un cadre souple, pour tenir compte des priorités et des spécificités nationales, est l'une des recommandations du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies émises en janvier 2005 dans son rapport *Investir dans le développement : plan pratique de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*. Dirigé par Jeffrey Sachs et appuyé par le PNUD, le Projet Objectifs du Millénaire est un organisme consultatif indépendant chargé de formuler les stratégies optimales de réalisation des OMD. Son rapport souligne l'importance primordiale de l'adoption par les pays en développement de stratégies suffisamment ambitieuses pour être à la hauteur de la tâche au niveau national.

Le Projet Objectifs du Millénaire a apporté son concours à l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté axées sur les OMD dans plusieurs pays en développement et, sur la base des enseignements tirés de ces activités, a publié en 2005 un guide intitulé *Preparing National Strategies to Achieve the Millennium Development Goals*. Prenant les cibles des OMD pour point de départ, le guide propose une démarche remontante pour définir les politiques et les in-

La réalisation des OMD exige des stratégies hardies et à long terme

L'intégration des OMD dans le développement national est un facteur de succès



D'après *Preparing National Strategies to Achieve the Millennium Development Goals : A Handbook*, Projet Objectifs du Millénaire, 2005

vestissements nécessaires de 2005 à 2015 et présente des stratégies pour aligner les processus de planification sur les OMD.

Ces efforts sont actuellement complétés par un Ensemble intégré de services, élaboré par le Projet Objectifs du Millénaire et le PNUD, qui a pour objet d'aider les pouvoirs publics à faire des OMD une réalité. Il s'agit ici d'un « centre polyvalent » qui offre aux autorités gouvernementales toute une gamme de services de renforcement

Le monde dispose des ressources financières, techniques et économiques nécessaires et les efforts nationaux déployés pour atteindre les cibles fixées bénéficient du soutien d'une coalition mondiale de partenaires.

des capacités, selon une approche triple. L'ensemble de services est conçu en premier lieu pour aider les pays à évaluer grosso modo les ressources techniques et financières requises pour atteindre les OMD dans le long terme. Fort de son expérience en matière d'appui à l'élaboration des rapports nationaux sur les OMD, le PNUD facilite la prise en compte des objectifs dans la formulation de cadres de politiques

nationaux en aidant les instances nationales à recueillir des données sur la pauvreté et à les analyser, à examiner les possibilités d'expansion de la base de revenus publics et à évaluer les capacités nationales de planification, de gestion des ressources et d'élaboration de politiques. En second lieu, le PNUD aide les pays à déterminer et à élaborer les cadres de politique nécessaires pour favoriser le développement humain à long terme. Il fournit des conseils sur la formulation des politiques, le renforcement des connaissances et la mise en place de réseaux d'apprentissage pour appuyer les stratégies nationales ciblant les pauvres. En troisième lieu, une fois élaborées les politiques axées sur les OMD, pour relever le défi de leur mise en œuvre, le PNUD aide les pays à renforcer leurs capacités d'exécution en appuyant, par exemple, les réformes de l'administration publique, l'amélioration des mécanismes de responsabilisation et l'accroissement du rôle du secteur privé intérieur.

L'ensemble intégré de services a également l'avantage de rassembler les initiatives du PNUD axées sur la réalisation des OMD et les inscrire au sein d'un agenda de développement unifié. Il offre ainsi un cadre qui permet aux équipes de pays des Nations Unies de faire fond sur leur expertise et d'harmoniser leurs activités de développement, tout en favorisant un resserrement de la collaboration avec les institutions de Bretton Woods.

Les activités entreprises au titre de ce nouvel ensemble de services ont démarré en janvier

FENU : À petits investissements, gros rendements pour les PMA

Au moyen de ses programmes de développement local et de microfinance, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) contribue à réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés (PMA).

En partenariat avec le PNUD, le FENU aide à renforcer les capacités des administrations locales à investir dans l'infrastructure et les services pour les pauvres. En 2005, le FENU a appuyé des programmes de développement locaux et des fonds de développement locaux dans 23 PMA. En collaboration avec les communautés et les pouvoirs publics locaux, près de 3 000 projets d'investissement (notamment de construction de marchés, de routes, de centres de santé, d'écoles, de puits et de petits systèmes d'irrigation) ont été exécutés pour le bénéfice de quelque 4 millions de personnes. Dans 18 PMA, des fonds ont été octroyés à des groupes et des associations de femmes pour mettre en œuvre des projets concentrés sur des activités génératrices de revenus.

En 2005, le FENU a renforcé sa focalisation sur l'élaboration de secteurs financiers qui font une place à la microfinance et qui offrent aux pauvres un accès durable aux services financiers. Deux nouveaux programmes inclusifs ont été lancés et six pays appliquent à présent l'approche du FENU en matière de développement du secteur financier. Les institutions de microfinance soutenues actuellement par le FENU ont fourni des services à plus de 400 000 clients, dont près de la moitié étaient des femmes. Par ailleurs, le FENU a coordonné le programme d'activités de l'Année internationale du microcrédit 2005 en étroite collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Ces activités ont sensibilisé le public à la microfinance et encouragé la formation de partenariats novateurs entre les instances gouvernementales, les donateurs, le secteur privé, les ONG et les clients.

Objectifs du Millénaire pour le développement

Les huit objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) sont un ensemble d'objectifs quantifiés et assortis d'un calendrier, conçus pour relever les principaux défis du développement mondial; ils sont issus de la Déclaration du Millénaire adoptée à l'unanimité par les dirigeants mondiaux réunis au Sommet du Millénaire des Nations Unies en septembre 2000.



Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



Assurer l'éducation primaire pour tous



Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes



Réduire la mortalité infantile



Améliorer la santé maternelle



Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies



Assurer un environnement stable



Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Source : PNUD-Bésil

2006. À Niamey (Niger) et à Dar-es-Salaam (Tanzanie), le PNUD a réuni des hauts fonctionnaires gouvernementaux, des spécialistes de politiques, des économistes des Nations Unies, des enseignants, des dirigeants de la société civile et des représentants des institutions financières internationales en vue d'accroître l'efficacité de la planification et de la mise en œuvre des stratégies de développement axées sur les OMD. D'autres programmes de formation ont été dispensés en Mongolie et au Pakistan, où les autorités nationales s'emploient actuellement à élaborer des stratégies de développement axées sur les OMD, et d'autres formations seront offertes dans d'autres régions, compte tenu de la demande des pays.

Enfin, les efforts de réalisation des OMD de par le monde bénéficient de l'appui de la Campagne Objectifs du Millénaire et de ses partenaires. Initiative des Nations Unies, la campagne réunit des groupes de la société civile, des organisations de jeunes, des parlementaires, des syndicats du travail et le grand public qui s'attachent de manière créative à encourager les autorités nationales à honorer leur promesse de réaliser les OMD. Depuis son lancement en 2002, la Campagne Objectifs du Millénaire, qui est financée par un fonds d'affectation spéciale administré

par le PNUD, a généré plus de 40 campagnes nationales. En 2005, elle a intensifié ses efforts en produisant un guide pratique pour aider les individus et les groupes de la société civile à mener des campagnes en faveur des OMD. En sus d'un renforcement des capacités de plaider et de conseils pragmatiques, le guide propose également des moyens d'amplifier les résultats en reliant les groupes entre eux aux niveaux national et mondial.

Promouvoir le développement humain

APPROVED

Au cours de la décennie écoulée, l'économie
By Maureen Lynch at 10:30 am, 6/16/06

culièrement élevés, dus en partie à une progression sans précédent des échanges commerciaux. Durant cette période, l'expansion du commerce mondial de marchandises a été de près du double de celle de la production mondiale. En 2005, pour la première fois, la valeur des exportations mondiales de marchandises a atteint les 10 billions de dollars. Toutefois, tous n'ont pas bénéficié de ces progrès. L'inégalité s'accroît au niveau mondial comme au niveau national. Dans de nombreux pays en développement qui connaissent une croissance économique soutenue, les écarts des revenus se creusent. En Afrique du Sud, par exemple, dont le taux de croissance moyen des trois dernières années s'établit à 3,9 %, les 10 % les plus pauvres de la population ne disposent que de 1,4 % du revenu national et les 10 % les plus riches de 44 %.

La croissance économique est, certes, un important moteur du développement, mais les taux élevés de croissance de produit intérieur brut (PIB), les excédents budgétaires et les réserves de devises sont d'une valeur limitée s'ils ne s'accompagnent pas d'une répartition plus équitable des ressources, d'un accès amélioré aux soins de santé et à l'éducation et de politiques environnementales rationnelles. Cette approche du développement humain se situe au cœur des travaux du PNUD depuis plus de 15 ans. En mettant les gens au centre du processus du déve-

loppement, le PNUD aide les pays à élaborer des politiques qui prennent en considération les besoins des pauvres.

Le PNUD soutient également le développement axé sur les gens par la production du Rapport mondial sur le développement humain. Depuis son lancement en 1990, ce rapport annuel est devenu une source de connaissances et d'information faisant autorité et des plus respectées concernant le développement mondial. Commandité par le PNUD, il est produit indépendamment par une équipe choisie de chercheurs et de praticiens du développement de premier plan. Chaque rapport se concentre sur l'un des grands thèmes actuels du débat du développement, sur lequel il propose des analyses novatrices et des recommandations de politique. La série des Rapports mondiaux sur le développement humain plaide en faveur d'une réorientation du débat du développement où la croissance économique n'est plus la seule préoccupation mais où il est fait une place équilibrée à l'équité, à la durabilité, à la productivité et à l'habilitation. L'Indicateur du développement humain (IDH), élément caractéristique du Rapport, offre une alternative reconnue au PIB en tant que mesure du développement.

Outre le Rapport mondial sur le développement humain, le PNUD appuie aussi la publication de rapports régionaux, qui plaident en faveur de partenariats et de stratégies de développement humain spécifiques aux régions, de même que de rapports nationaux qui offrent une

Au Brésil, comme dans d'autres pays du monde en développement, l'accès à l'eau potable propre présente des difficultés quotidiennes. Le Rapport mondial sur le développement humain 2006, qui concentre son attention sur la crise de l'accès à l'eau qui s'aggrave, proposera des solutions pour faire en sorte que les intérêts des pauvres figurent en bonne place dans la gestion des ressources en eau.



plate-forme de débat politique et des instruments pour mesurer les progrès au niveau des pays. À ce jour, plus de 550 rapports nationaux et sous-nationaux sur le développement humain ont été produits par 135 pays, ainsi que 30 rapports régionaux.

Ces rapports sont bien plus que de simples publications. Ce sont des instruments de plaidoyer dynamiques issus d'un processus de large participation et d'engagement actif au sein

Depuis son lancement en 1990, ce rapport annuel est devenu une source de connaissances et d'information faisant autorité et des plus respectées concernant le développement mondial.

des pays, avec les instances gouvernementales, le monde académique, les organisations de la société civile et d'autres partenaires, et dans toutes les régions.

En raison de leur souplesse et du fait qu'ils reposent sur les perspectives nationales et régionales, les rapports sur le développement humain s'avèrent particulièrement opérants par leurs impacts sur les politiques et les pratiques. Les groupes non gouvernementaux s'y réfèrent pour suivre les progrès accomplis et pour tenir les pouvoirs publics responsables de leurs actes, tandis que les journalistes s'en servent en tant que ressources dans leurs reportages. Au fil des ans, ils ont abouti à la formation de communautés nationales et internationales dynamiques qui font preuve d'un attachement croissant au développement humain.

On trouvera ci-dessous quelques exemples concrets de l'impact des rapports sur le développement humain :

Rapport mondial sur le développement humain 2005 : la coopération internationale à la croisée des chemins

Lancé au cours des derniers préparatifs du Sommet mondial 2005, ce rapport a dressé le bilan du développement humain au niveau mondial. Il s'est penché sur les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD, a mis en évidence le coût humain des cibles manquées et a signalé l'importance de l'inégalité en tant qu'obstacle majeur au développement humain. Il a lancé un appel à l'action aux pays signataires

de la Déclaration du Millénaire. Le gouvernement de l'Inde, par exemple, a décidé de réviser ses dépenses publiques de santé aux fins de s'attaquer au problème de la persistance du taux élevé de mortalité des moins de cinq ans, sur lequel le RMDH 2005 avait attiré l'attention.

États arabes : le pouvoir de la connaissance

L'édition 2003 du *Rapport arabe sur le développement humain* a analysé les effets des déficits de connaissance sur le développement humain dans les pays arabes. Il a présenté la vision d'une future société fondée sur la connaissance et élaborée sur les libertés politiques, l'éducation de qualité et l'innovation. Sa publication a eu pour résultats d'inciter plusieurs États arabes à renforcer les connaissances technologiques du personnel de l'enseignement primaire en mathématiques et en sciences et à évaluer les écarts entre l'enseignement supérieur et le marché du travail. Au nombre des nouvelles initiatives régionales figurent la création d'un nouvel Organisme d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur dans le monde arabe et l'établissement du premier Institut d'e-gouvernement régional arabe à Amman (Jordanie), ainsi que la formation de partenariats visant à renforcer la recherche dans les sciences sociales et la politique des sciences dans la région.

Kosovo : cartographie de la participation

Produit au cours d'une année électorale, le *Rapport sur le développement humain du Kosovo* de 2004 a identifié les larges variations du développement humain entre différentes communautés. Il a préconisé l'application de mesures visant à approfondir la démocratie et à relever le niveau de vie, notamment des réformes en matière de gouvernance, la réduction des écarts qui se creusent entre divers groupes sociaux et la mobilisation de la société civile. À la suite de sa publication, il a été décidé de procéder à une enquête sur la population et le logement. Le rapport a également contribué à l'adoption d'une loi sur la décentralisation. En outre, le cabinet du Premier ministre s'est doté d'un Bureau de la sûreté publique en vue d'assurer à terme une supervision démocratique du secteur de la sécurité.

Soutien du programme de réforme des Nations Unies

Parmi les défis auxquels le monde fait face, nombreux sont ceux qu'aucun pays agissant seul ne saurait relever efficacement. La résolution des problèmes de la dégradation de l'environnement, des crises mondiales de la santé, de la prolifération nucléaire ou de la volatilité financière exige de toute évidence des interventions concertées au niveau international. C'est ce qui fait que les Nations Unies, organisation véritablement mondiale, ont une importance aussi cruciale. Mais pour s'attaquer de manière efficace aux défis urgents de l'heure, l'Organisation doit mettre en œuvre un processus de réforme et de renouveau, ainsi qu'il a été reconnu lors du Sommet du Millénaire en 2000 et derechef lors du Sommet mondial en 2005. L'obtention d'une cohérence accrue au sein des Nations Unies est également l'objectif d'un nouveau groupe d'experts de haut niveau institué par le Secrétaire général au début 2006. Le PNUD, au cœur du système de déve-

Élaboration de l'ONU de demain : le rôle du PNUD

Le PNUD est l'un des principaux membres du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), organe de coordination de tous les fonds, programmes et départements de l'Organisation intervenant dans le domaine du développement qui est présidé par l'Administrateur du PNUD. Le PNUD est également le fondateur et le gestionnaire du réseau des coordonnateurs résidents des Nations Unies. Il s'emploie à assurer une synergie accrue des activités opérationnelles de l'Organisation dans les pays en développement et s'est attaché à accroître ses propres capacités afin de s'acquitter de sa mission pour le système de développement des Nations Unies, tant au niveau des pays qu'au niveau du siège.

Le PNUD prend actuellement la direction des initiatives de renforcement du rôle du coordonnateur résident. En particulier, il anime des efforts visant à mettre en place un nouveau système d'évaluation des coordonnateurs résidents ainsi qu'à conférer à ceux-ci une autorité accrue pour s'exprimer au nom des Nations Unies, promouvoir de nouvelles stratégies de développement et forger des partenariats qui amplifieront l'impact des programmes sur le terrain.

Vu les fonctions et les responsabilités supplémentaires qui sont confiées aux représentants résidents, il est urgent de leur apporter aussi un appui renforcé, notamment dans les pays où l'équipe des Nations Unies est nombreuse ainsi que dans ceux où le PNUD met en œuvre des programmes complexes. Le PNUD a déjà commencé à nommer des directeurs de pays chargés de la gestion quotidienne de ses opérations dans certains de ces pays. Il a dégage des fonds pour financer 15 de ces postes et mobilise actuellement des ressources pour en financer 24 autres. Par ailleurs, il s'emploie à renforcer la direction du GNUD au niveau régional et s'oriente vers l'établissement d'équipes de pays des Nations Unies unifiées selon le concept du programme « une ONU unique », qui contribuera à rationaliser les activités de l'Organisation au niveau des pays.

« Nous devons aussi veiller à assurer une meilleure cohérence, entre les divers représentants des Nations Unies aussi bien qu'entre les différentes activités de l'Organisation dans chaque pays et dans l'ensemble du système, en particulier dans le domaine économique et social. »

Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous

veloppement des Nations Unies, a un rôle clé à jouer pour appuyer ce programme général de réforme.

Partage des connaissances et renforcement des médias au Guyana

Au Guyana, les tensions ethniques en période électorale font obstacle à l'objectivité des reportages dans les médias locaux. Avant les élections de 2006, le gouvernement a demandé au PNUD et aux médias privés de l'aider à établir un environnement médiatique plus constructif. Au PNUD-Guyana, Chris Spies, conseiller pour la paix et le développement, et Mike James, administrateur de programmes, se sont renseignés par l'intermédiaire des réseaux de connaissance et ont reçu 22 réponses portant sur les expériences de divers pays, notam-

ment le Cambodge, l'Indonésie, l'Irak, le Kosovo, le Mozambique et le Pakistan. L'une des réponses les plus intéressantes a été communiquée par la Trinité-et-Tobago, où un code de conduite sur les activités des médias en période électorale s'est avéré particulièrement utile. « Je trouve que le réseau mondial de connaissances nous a apporté des perspectives larges et équilibrées », a dit Mike James. Chris Spies a noté de son côté : « Les communications par l'intermédiaire du réseau nous ont donné un sentiment de communauté et de solidarité ».

En réponse à l'appel lancé dans le Document final du Sommet mondial des Nations Unies de 2005 en faveur d'une amélioration de la coordination des activités de l'Organisation, le Secrétaire général a établi un Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence du système des Nations Unies en matière de développement, d'aide humanitaire et d'environnement, dont l'Administrateur du PNUD est membre d'office. Le PNUD appuie les travaux de ce groupe, qui examinera toute une gamme d'options en vue d'un renforcement optimal de la coordination des activités des Nations Unies de par le monde.

Une cohérence accrue est également nécessaire pour assurer l'exécution de programmes de développement dans les pays qui ont connu des conflits. La création de la Commission de consolidation de la paix, l'un des principaux résultats du Sommet mondial de 2005, aidera les

Nations Unies et leurs organismes à adopter une approche plus intégrée du relèvement au lendemain des conflits. Le PNUD soutient la commission et fera fonction d'administrateur du Fonds pour la consolidation de la paix qui lui est associé. Il s'emploie également avec le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et d'autres parties à améliorer le processus de planification des missions intégrées de l'Organisation et à assurer une transition sans heurts de la phase de l'aide humanitaire à celle du relèvement, en collaboration avec le GNUM et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

L'un des principaux défis auxquels le PNUD fait face consiste à aider les pays en développement à remédier aux insuffisances sous-jacentes en matière de capacités multisectorielles. En 2005, le Conseil d'administration du PNUD a convenu d'allouer des ressources de base aux efforts déployés en vue du renforcement des capacités nationales. Pour la période 2006-2007, quelque 210 millions de dollars (montant estimatif) seront disponibles pour financer des initiatives de renforcement des capacités menées sous la direction du PNUD, dont il est escompté qu'elles appuieront les activités de l'ensemble du système des Nations Unies et d'autres partenaires au développement dans leurs domaines sectoriels respectifs. De manière générale, ces initiatives devraient soutenir le travail de la communauté internationale du développement, pour faire en sorte que l'aide publique au développement soit utilisée de manière rationnelle, efficace et efficiente, ce qui aura pour effet de seconder les efforts des pays en développement visant à la réalisation des OMD.

Les mécanismes que le PNUD a élaborés pour faciliter le partage d'information et de connaissances entre les membres de son personnel peuvent également bénéficier au système des Nations Unies et favoriser sa transformation en une organisation fondée sur la connaissance. Il y

Le 19 janvier 2005, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan et le Président Olusegun Obasanjo du Nigéria ont inauguré la Maison des Nations Unies à Abuja. Le PNUD est à la tête des efforts visant à créer des bureaux communs réunissant les organismes des Nations Unies afin d'accroître la cohérence des travaux des équipes de pays.



Les Nations Unies sous un même toit : l'expérience du Cap-Vert

En 2005, le premier programme de pays commun des Nations Unies a été formulé au Cap-Vert, l'équipe de pays des Nations Unies s'étant accordée sur un document de programme commun et sur un plan d'action unique qui reflètent les priorités et les objectifs du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM). Cette démarche a pour effet, outre l'harmonisation des budgets et des activités, de renforcer le soutien apporté au Cap-

Vert par les Nations Unies, en évitant les redondances d'efforts au niveau des projets et en définissant de nouveaux domaines d'interventions complémentaires sur le terrain. Il en est également attendu une réduction des coûts de transaction pour le bureau commun des Nations Unies ainsi que pour les partenaires nationaux. Cette approche unifiée représente un pas important sur la voie d'une intégration et d'une cohérence accrues du système des Nations Unies, et il est prévu de mettre en place 20 bureaux communs dans d'autres pays.

a une décennie, le PNUD a entrepris de créer des réseaux de connaissance réunissant le personnel autour de centres d'intérêts professionnels. Il y a aujourd'hui 22 communautés de connaissance, dont 3 réseaux ouverts à d'autres organismes des Nations Unies et à des partenaires extérieurs. Avec un total de plus de 14 000 participants, ces groupes d'expertise dynamiques opèrent 24 heures sur 24. L'aptitude du PNUD à fournir des connaissances pratiques aux pays se trouve accrue par son réseau de centres de politiques : le Centre international de lutte contre la pauvreté, établi à Brasilia, le Centre de développement des terres sèches de Nairobi et le Centre d'Oslo pour la gouvernance. Ces foyers de connaissance contribuent à améliorer l'impact de nos activités sur le terrain en apportant à nos bureaux de pays des idées à la pointe de l'actualité dans toute une

gamme de domaines du développement.

Les succès remportés par le PNUD avec ses réseaux de connaissance le positionnent de manière idéale pour appuyer la mise en place de mécanismes analogues au sein des Nations Unies et pour favoriser un resserrement de la coopération au sein de l'Organisation. Le modèle innovant des communautés de connaissance du PNUD est d'ores et déjà appliqué dans plusieurs domaines, notamment ceux des droits de l'homme, de la gestion de la dette et de la prévention des crises, et l'on compte aujourd'hui 10 organismes des Nations Unies qui collaborent avec le PNUD pour élaborer diverses approches de la gestion des connaissances. Sous l'égide du GNUD, le PNUD dirige actuellement les activités d'un nouveau réseau de politiques, qui fournit un appui technique à 18 équipes de pays des Nations Unies.

M. Derviș rencontre un groupe de lycéens lors de son passage en Albanie en avril 2006. Les lycéens, qui participent à une initiative appuyée par le PNUD visant à renforcer la coopération entre les collectivités locales et la police, ont discuté avec l'Administrateur de ce qu'ils avaient appris, et notamment des dangers du trafic des personnes, de la drogue et de l'alcoolisme.



Pertinence de l'expérience du PNUD en matière de réforme

Le PNUD, fort de l'expérience de sa propre réforme, peut offrir des modèles utiles de gestion du changement. Au cours des six dernières années, il a entrepris un processus de transformation radicale qui a abouti à des gains largement reconnus en matière de cohérence institutionnelle et à une croissance sans précédent de l'envergure de ses activités. Il a notamment accru son aptitude à fournir des résultats par ses interventions de développement, notamment par une vision stratégique plus claire, une focalisation renforcée sur ses programmes et une coordination plus efficace des activités des Nations Unies. Les enseignements tirés de cette expérience peuvent appuyer et faciliter l'application du programme de réforme des Nations Unies tel qu'il est exposé par le Secrétaire général dans son rapport *Investir dans l'Organisation des Nations Unies* pour lui donner les moyens de sa vocation mondiale.

Sondage mondial du personnel du PNUD 2005

Le PNUD a procédé à son premier sondage en 1999 pour permettre à son personnel de faire connaître ses opinions sur l'organisation et sa gestion. Ce dialogue s'est approfondi au cours des six années écoulées. Dans le sondage 2005, un nombre record de participants (plus de 6 400) en poste dans le monde entier ont déclaré que le PNUD était un lieu de travail agréable, en dépit des stress induits par l'extraordinaire croissance des programmes et la réduction générale des effectifs.

Questions choisies – Pourcentage de réponses affirmatives

Je suis fier/fière de travailler pour le PNUD		Je suis traité(e) avec respect à mon travail		Les pressions engendrées par mon travail sont acceptables		Je recommanderais le PNUD à mes amis et connaissances comme lieu de travail	
Ensemble du PNUD	87	Ensemble du PNUD	82	Ensemble du PNUD	54	Ensemble du PNUD	74
Femmes	86	Femmes	81	Femmes	51	Femmes	70
Hommes	88	Hommes	84	Hommes	57	Hommes	77
Au PNUD, les hommes et les femmes sont traités sur un pied d'égalité		Mon équipe de gestion joue son rôle d'encadrement		Mon équipe de gestion agit de manière loyale et intègre			
Ensemble du PNUD	76	Ensemble du PNUD	69	Ensemble du PNUD	68		
Femmes	74	Femmes	65	Femmes	65		
Hommes	78	Hommes	72	Hommes	72		

Source : Sondage mondial du personnel du PNUD, 2005

Les réformes du PNUD en ont fait une organisation plus responsable et plus transparente. En 1999, il a introduit le Plan de financement pluriannuel (PFP) en tant que mécanisme d'annonce de contributions qui permet aux donateurs de lier leur concours financier aux résultats, aux performances des programmes et à l'efficacité de l'aide. Le PFP réunit les objectifs, les ressources et les effets des programmes dans le cadre d'un document stratégique unique. Outre sa valeur pour la gestion interne, il permet également aux donateurs et aux parties prenantes de surveiller les prestations de l'organisation et de mesurer ses accomplissements par rapport aux objectifs du développement humain. L'adoption du PFP, auquel des améliorations continuent d'être apportées sur la base des enseignements tirés depuis six ans, a transformé le PNUD en une organisation axée sur les résultats.

Le PNUD a également, autre progrès significatif, rapproché ses opérations des gens qu'il dessert. Par l'entremise de ses bureaux régionaux de Bangkok, Bratislava, Colombo et Johannesburg,

il est aujourd'hui en mesure de fournir un appui plus efficace aux bureaux de pays. En créant une masse critique de capacités en matière de fourniture de conseils, de programmation et d'opérations au niveau régional, le PNUD peut réaliser des économies d'échelle et améliorer son rendement par la mise en commun de certaines de ses ressources.

La rationalisation des activités du PNUD a bénéficié de la création d'un Groupe de gestion des risques, qui signale à l'Administrateur les possibilités d'amélioration qui rendraient le PNUD plus souple et plus adaptable au changement. Un cadre de responsabilisation global est également en voie d'achèvement. Un nouveau Comité de direction et d'application des principes de l'égalité des sexes, présidé par l'Administrateur, fait fond sur les efforts de prise en compte systématique des sexospécificités pour veiller à ce que ces efforts portent sur tous les aspects des travaux de l'organisation.

Ressources du PNUD : en hausse, mais fragiles et complexes

La tendance à l'augmentation des ressources de base (ressources ordinaires) qui a commencé en 2001 s'est poursuivie pour la cinquième année de suite. Ces ressources s'élèvent à 921 millions de dollars en 2005, soit une augmentation de 79 millions de dollars par rapport à 2004. Le PNUD a ainsi, fait encourageant, atteint la cible intérimaire pour l'année 2005, fixée à 900 millions de dollars par le PFP 2004-2007. Ses ressources restent toutefois en deçà du montant cible de 1,1 milliard de dollars fixé par le PFP pour 2007 et il faudra que le soutien des donateurs se maintienne pour parvenir au but. Les engagements de financement pluriannuels de plusieurs gouvernements donateurs ont contribué à accroître la prévisibilité de la base de financement du PNUD, mais ses ressources ordinaires restent particulièrement exposées à la volatilité des taux de change.

L'année 2005 a été marquée par une augmentation très significative des contributions aux ressources autres que les ressources de base, en provenance de pratiquement toutes les sources. La quasi totalité des donateurs du CAD/OCDE cofinancent les programmes des pratiques de développement du PNUD. Le cofinancement de tierces parties a dépassé 2,5 milliards de dollars en 2005 et les ressources locales, ressources allouées par les gouvernements des pays bénéficiaires pour appuyer leurs propres programmes de développement mais acheminées par l'entremise du PNUD, ont atteint 1,02 milliard de dollars. À mesure que les mécanismes d'aide

disponibles au niveau des pays se diversifient et se multiplient, le PNUD est sollicité de plus en plus par les gouvernements qui demandent son appui pour obtenir, orienter et gérer divers types de financement conformément aux priorités nationales.

Le cofinancement des donateurs et les ressources locales apportent un complément important aux ressources ordinaires du PNUD.

Recettes brutes 2005 (chiffres préliminaires)

Classement selon le montant des contributions aux ressources ordinaires*

(en millions de dollars)

Donateurs	Ressources ordinaires	Co-financement
Pays-Bas	111,88	79,41
Norvège	108,91	85,82
États-Unis	105,00	140,76
Suède	99,40	75,85
Japon	82,43	131,35
Royaume-Uni	80,74	173,63
Danemark	62,38	24,62
Canada	46,69	77,83
Suisse	40,31	14,48
Allemagne	32,05	75,78
France	28,01	12,91
Italie	19,40	41,12
Finlande	19,15	14,36
Belgique	18,32	22,37
Irlande	18,30	10,82
Espagne	8,15	4,27
Australie	5,30	22,10
Autriche	5,14	5,29
Nouvelle-Zélande	4,79	11,42
Inde	4,42	—
Chine	3,25	18,00
Cuba	2,71	—
Arabie saoudite	2,00	6,16
Mexique	2,00	2,35
Portugal	1,80	4,37
Luxembourg	1,55	6,45
République de Corée	1,00	2,57

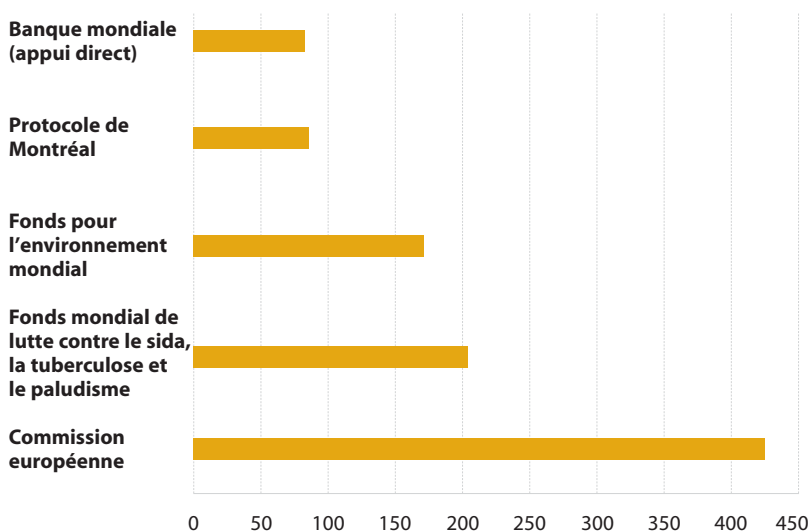
Note : La Commission européenne est une importante source de cofinancement pour le PNUD. En 2005, elle a alloué 426,9 millions de dollars aux ressources autres que les ressources de base.

* Donateurs ayant contribué 1 million de dollars ou plus aux ressources ordinaires.

Soutien du PNUD à l'apport de l'aide

Les 5 premières sources de financement non bilatérales

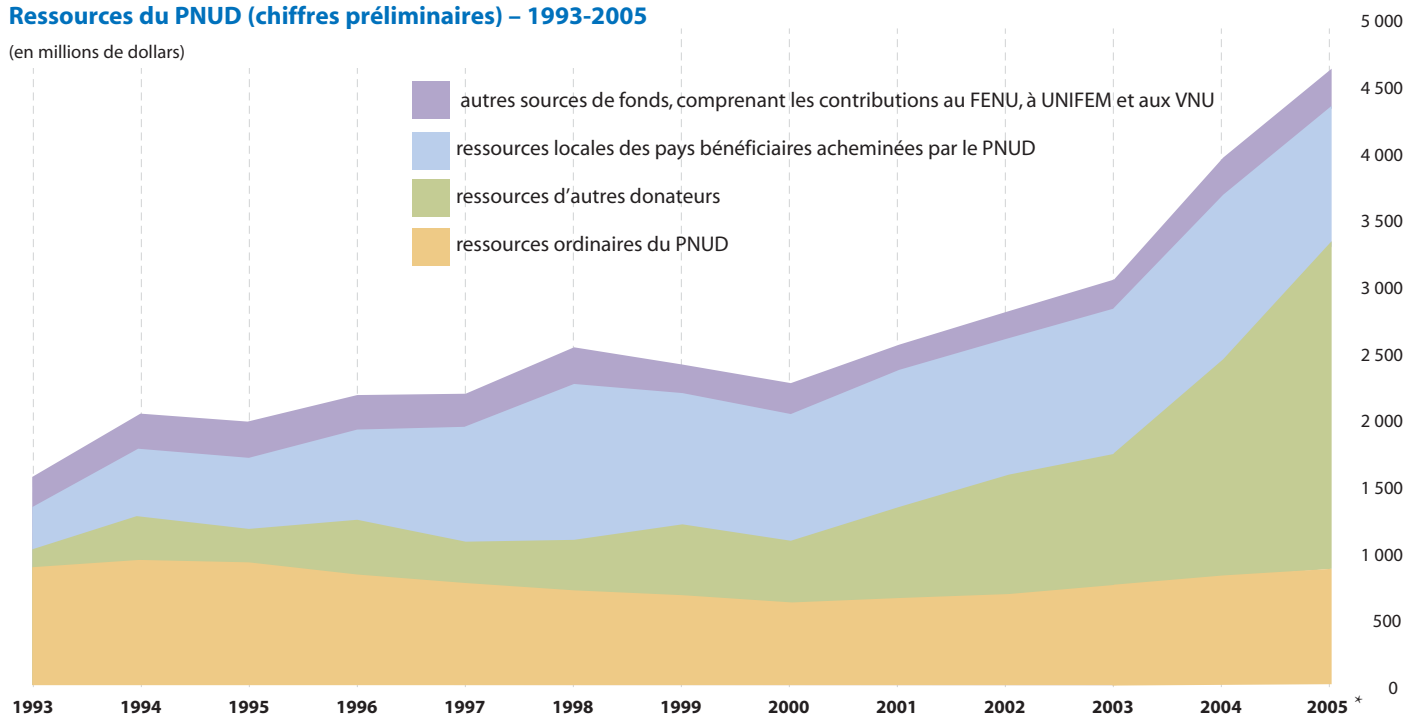
en millions de dollars



Source : Division de la mobilisation des ressources/Bureau des ressources et des partenariats stratégiques

Ressources du PNUD (chiffres préliminaires) – 1993-2005

(en millions de dollars)



*comprend les recettes des fonds administrés, les fonds extrabudgétaires, les revenus divers et les accords de services de gestion

Ils permettent de renforcer les programmes en place et favorisent l'établissement de partenariats avec toute une gamme d'intervenants, notamment la Commission européenne, les banques régionales de développement, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et la Banque mondiale. Toutefois, les ressources de base et les autres ne sont pas interchangeables. L'aptitude du PNUD à apporter un appui efficace au renforcement des capacités, notamment au moyen de fonds réservés, dépend fondamentalement de la disponibilité de

ressources de base qui autorisent une gestion souple et intégrée visant à l'efficacité à long terme. Le développement est un défi qui s'inscrit dans la durée et qui exige une concentration stratégique à visée longue, doublée d'une souplesse tactique suffisante et de l'aptitude à répondre aux crises ainsi qu'à saisir les opportunités. C'est précisément ce que le PNUD s'efforce de réaliser avec le soutien de ses partenaires.

Abréviations et acronymes

CAD/OCDE

Comité d'aide au développement/
Organisation de coopération et de développement économiques

FEM

Fonds pour l'environnement mondial

FENU

Fonds d'équipement des Nations Unies

GFATM

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

GNUD

Groupe des Nations Unies pour le développement

GSB

Développement d'entreprises durables

IDH

Indicateur du développement humain

NEPAD

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

OMD

Objectifs du Millénaire pour le développement

ONG

Organisation non gouvernementale

ONUSIDA

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

OSC

Organisation de la société civile

PAM

Programme alimentaire mondial

PFP

Plan de financement pluriannuel

PIB

Produit intérieur brut

PMA

Pays les moins avancés

PME

Petites et moyennes entreprises

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE

Programme des Nations Unies pour l'environnement

SACI

Initiative des capacités pour l'Afrique australe

UNICEF

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNIFEM

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

VNU

Volontaires des Nations Unies

Couverture : Un pas résolu en avant – En République démocratique du Congo (RDC), une électricité s'inscrit en vue de la première élection tenue dans le pays en 46 ans. Outre la fourniture d'un appui au processus électoral, le PNUD aide la RDC à opérer la transition qui la mènera à un développement à long terme en renforçant ses institutions nationales et en favorisant la bonne gouvernance. Agissant avec ses partenaires internationaux, le PNUD coordonne les activités de désarmement et de démobilisation et appuie la réinsertion des femmes, des hommes et des enfants touchés par le conflit.

Crédits photo :

Couverture Giacomo Pirozzi/PNUD
page 1 Boaz Paldi/PNUD
page 3 MINUSTAH Photo/Sophia Paris
page 5 Jérôme Delay/Photo AP
page 6 Michael Unland/PNUD-Kirghizistan
page 9 Bullit Marquez/PNUD-Philippines
page 10 Steve Sabella/PNUD/PAPP
page 12 Joel Chiziane/PNUD-Mozambique
page 13 Boaz Paldi/PNUD
page 15 Adam Rogers/FENU
page 16 PNUD-Chili
page 18 PNUD-République dominicaine
page 19 Tara Todoras Whitehill
page 21 Photo AP/Anjan Sundaram
Page 23 Wakil Kohsar/PNUD-Afghanistan
page 24 C.Mayhew & R. Simmon (NASA/GSFC),
NOAA/NGDC, DMSP Digital Archive
page 28 Tina Coelho/PNUD
page 31 Photo ONU
page 32 PNUD-Albanie

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à votre bureau local du PNUD ou à l'un des bureaux suivants :

Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau de la communication
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique
Téléphone : (212) 906 5000
Télécopie : (212) 906 5364

Bureau de liaison du PNUD de Washington
1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20006
États-Unis d'Amérique
Téléphone : (202) 331 9130
Télécopie : (202) 331 9363

Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau européen
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse
Téléphone : (41-22) 917 8542
Télécopie : (41-22) 917 8001

Centre régional du PNUD Europe et Communauté des États indépendants
Grosslingova 35
Bratislava 811 09
République slovaque
Téléphone : (421-2) 59337 111
Télécopie : (421-2) 59337 450

Bureau de liaison du PNUD de Bruxelles
Bureau des Nations Unies/PNUD
14 Rue Montoyer
1000 Bruxelles
Belgique
Téléphone : (32-2) 505 4622
Télécopie : (32-2) 505 4729

Centre régional du PNUD UN Service Building, 3rd Floor
Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200
Thaïlande
Téléphone : (66) 2288 1234
Télécopie : (66) 2288 3032

Bureau de liaison du PNUD pour les pays nordiques
Midtermolen 3, PO Box 2530
DK-2100 Copenhague O
Danemark
Téléphone : (45-35) 46 71 50
Télécopie : (45-35) 46 70 95

Centre d'appui régional du PNUD pour l'Afrique orientale et australe
7 Naivasha Road Sunninghill
P.O. Box X4
Johannesburg 2157
Afrique du Sud
Téléphone : (27-11) 603 5000
Télécopie : (27-11) 258 8511

Bureau du PNUD de Tokyo
UN House, 8 F
5-53-70 Jingumae
Shibuya-ku, Tokyo 150-0001
Japon
Téléphone : (813) 5467 4751
Télécopie : (813) 5467 4753

www.undp.org/french

Rapport publié par le
Bureau de la communication
Programme des Nations Unies
pour le développement
New York

Rédacteur : Emmanuel Kattan

Maquette : Pamela Geismar

Traduction : Michel Coclet

Impression : Scanprint A/S, Danemark

certification ISO 14001 et enregistrement EMAS



© PNUD, juin 2006



Programme des Nations Unies
pour le développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique

www.undp.org/french